



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/AC.26/2000/13
15 juin 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION D'INDEMNISATION
DES NATIONS UNIES
CONSEIL D'ADMINISTRATION

**RAPPORT ET RECOMMANDATIONS DU COMITÉ DE COMMISSAIRES
CONCERNANT LA QUATRIÈME TRANCHE DE RÉCLAMATIONS
DE LA CATÉGORIE "F1"**

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
Introduction	1 - 2	7
I. DÉROULEMENT DES TRAVAUX	3 - 11	7
II. CADRE JURIDIQUE	12	9
III. VÉRIFICATION ET ÉVALUATION DES RÉCLAMATIONS	13 - 16	9
IV. QUESTIONS COMMUNES AUX RÉCLAMATIONS	17 - 29	10
A. Demande d'indemnités supplémentaires ou modification des réclamations	18	10
B. Dépenses militaires	19	10
C. Secours accordés par des gouvernements.....	20 - 21	10
D. Frais d'établissement des réclamations.....	22	11
E. Frais de dossier.....	23 - 24	11
F. Le taux de change.....	25 - 28	11
G. Intérêts	29	12
H. Classement par type de perte	30	12
V. LES RÉCLAMATIONS	31 - 306	13
A. Canada – Réclamation groupée	31 - 85	13
1. Ministère des affaires extérieures	32 - 61	13
a) Pertes liées à un contrat	32 - 37	13
b) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers..	38 - 42	14
c) Frais d'évacuation	43 - 47	15
d) Dépenses de service public.....	48 - 62	16
2. Travaux publics et services gouvernementaux	63 - 67	18
a) Dépenses de service public.....	63 - 67	18
3. Agence canadienne de développement international	68 - 74	19
a) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers..	68 - 74	19
4. Ministère de la défense nationale.....	75 - 85	20
a) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers..	75 - 78	20
b) Dépenses de service public.....	79 - 85	21
5. Recommandation concernant le Canada	86	22

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
B. République fédérale d'Allemagne – Ministère de la défense	87 – 96	22
1. Pertes liées à un contrat.....	88 – 91	23
2. Paiements consentis ou secours accordés à des tiers	92 – 95	23
3. Recommandation concernant la République fédérale d'Allemagne	96	24
C. Royaume des Pays-Bas.....	97 – 112	24
1. Ministère des affaires étrangères.....	97 – 112	24
a) Pertes liées à un contrat	100 – 102	25
b) Biens immobiliers.....	103 – 106	25
c) Autres biens corporels	107 – 112	26
2. Ministère des transports, des travaux publics et de gestion de l'eau	113 – 115	27
a) Pertes liées à un contrat	113 – 115	27
3. Ministère des finances.....	116 – 124	28
a) Dépenses de service public.....	116 – 124	28
4. Ministère des affaires étrangères, Département des affaires générales.....	125 – 127	29
a) Dépenses de service public.....	125 – 127	29
5. Ministère de la défense	128 – 133	30
a) Dépenses de service public.....	128 – 133	30
6. Recommandation concernant le Royaume des Pays-Bas.....	134	31
D. République islamique du Pakistan	135 – 158	32
1. Division du Cabinet, cellule des secours d'urgence	135 – 158	32
a) Frais d'évacuation	138 – 147	32
b) Dépenses de service public.....	148 – 151	34
c) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers..	152 – 158	34
2. Division des recettes publiques.....	159 – 162	35
a) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers..	159 – 162	35
3. Recommandation concernant la République islamique du Pakistan.....	163	36

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
E. République des Philippines – Réclamation groupée	164 – 205	37
1. Ministère des affaires étrangères.....	166 – 174	37
a) Frais d'évacuation	166 – 169	37
b) Autres pertes.....	170 – 174	38
2. Association pour la protection des travailleurs émigrés	175 – 192	39
a) Autres biens corporels	175 – 178	39
b) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers..	179 – 182	40
c) Frais d'évacuation	183 – 187	40
d) Autres pertes.....	188 – 192	41
3. Banque centrale des Philippines	193 – 199	42
a) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers..	193 – 199	42
b) Autres pertes.....	200 – 204	43
4. Recommandation concernant la République des Philippines	205	44
F. République socialiste démocratique de Sri Lanka – Banque centrale de Sri Lanka.....	206 – 210	45
1. Paiements consentis ou secours accordés à des tiers	206 – 209	45
2. Recommandation concernant la République socialiste démocratique de Sri Lanka	210	46
G. République tunisienne – Agence tunisienne pour l'emploi	211 – 219	46
1. Paiements consentis ou secours accordés à des tiers	211 – 214	46
2. Dépenses de service public	215 – 218	47
3. Recommandation concernant la République tunisienne	219	47
H. République turque	220 – 229	48
1. Ministère des communications : Direction générale des aéroports d'État	220 – 229	48
a) Pertes liées à un contrat	220 – 229	48
2. Ministère des travaux publics et de l'habitat : Direction générale des ouvrages hydrauliques d'État.....	230 – 233	50
a) Dépenses de service public.....	230 – 233	50
3. Recommandation concernant la République turque	234	51

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord – Foreign and Commonwealth Office	235 – 266	52
1. Département des biens d'outre-mer.....	236 – 245	52
a) Pertes liées à un contrat	237 – 240	52
b) Biens immobiliers et autres biens corporels.....	241 – 245	53
2. Département des services d'appui	246 – 248	53
a) Autres biens corporels	246 – 248	53
3. Département consulaire	249 – 254	54
a) Dépenses de service public.....	249 – 254	54
4. Département des services du personnel	255 – 262	55
a) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers..	255 – 259	55
b) Dépenses de service public.....	260 – 262	56
5. Département chargé des questions de nationalité, des traités et des réclamations	263 – 265	56
a) Dépenses de service public.....	263 – 265	56
6. Recommandation concernant le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	266	57
J. États-Unis d'Amérique – Department of State	267 – 305	57
1. Pertes liées à un contrat.....	268 – 270	58
2. Pertes liées à des biens immobiliers	271 – 275	58
3. Pertes de biens corporels.....	276 – 280	59
4. Paiements consentis ou secours accordés à des tiers	281 – 288	60
5. Frais d'évacuation.....	289 – 295	61
6. Dépenses de service public	296 – 300	63
7. Autres pertes	301 – 304	64
8. Recommandation concernant les États-Unis d'Amérique....	305	64

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
VI. RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS.....	306	65
Notes		66

LISTE DES TABLEAUX

1. Indemnité recommandée pour le Canada.....	22
2. Indemnité recommandée pour la République fédérale d'Allemagne	24
3. Indemnité recommandée pour le Royaume des Pays-Bas	31
4. Indemnité recommandée pour la République islamique du Pakistan	37
5. Indemnité recommandée pour la République des Philippines	45
6. Indemnité recommandée pour la République démocratique socialiste de Sri Lanka	46
7. Indemnité recommandée pour la République tunisienne	48
8. Indemnité recommandée pour la République turque	51
9. Indemnité recommandée pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	57
10. Indemnité recommandée pour les États-Unis d'Amérique.....	64

Introduction

1. On trouvera ci-après le cinquième rapport présenté au Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies (la "Commission") conformément à l'alinéa e) de l'article 38 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations (les "Règles")¹ par le Comité de commissaires constitué par le Conseil d'administration à sa vingt-deuxième session, les 22 et 23 juillet 1996, pour examiner les réclamations de la catégorie "F1" (le "Comité")². Le présent rapport porte sur la quatrième tranche de réclamations de la catégorie "F1".

2. Cette quatrième tranche de réclamations a été présentée au Comité le 18 février 1999 conformément à l'article 32 des Règles. Elle comprend 16 réclamations déposées par 10 gouvernements (les "requérants") pour un montant total d'environ 425 millions de dollars des États-Unis (US\$)³, y compris les intérêts, se décomposant comme suit :

- a) Canada, réclamation groupée (US\$ 47 026 391);
- b) République fédérale d'Allemagne, au nom du Ministère de la défense (US\$ 66 482 479);
- c) Royaume des Pays-Bas, au nom du Ministère des affaires étrangères (US\$ 424 908), du Ministère des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau (US\$ 411 957), du Ministère des finances (US\$ 1 531 952), du Département des affaires générales du Ministère des affaires étrangères (US\$ 146 399) et du Ministère de la défense (US\$ 33 110 737);
- d) République islamique du Pakistan, au nom de la cellule des secours d'urgence de la Division du Cabinet (US\$ 24 195 029) et de la Division des recettes publiques (US\$ 178 794 848);
- e) République des Philippines, réclamation groupée (US\$ 42 124 039);
- f) République socialiste démocratique de Sri Lanka, au nom de la Banque centrale de Sri Lanka (US\$ 3 014 280);
- g) République de Tunisie, au nom de l'Agence tunisienne pour l'emploi (US\$ 1 200 000);
- h) République de Turquie, au nom de la Direction générale des aéroports d'État du Ministère des communications (US\$ 296 829) et du Ministère des travaux publics et de l'habitat (US\$ 5 954 908);
- i) Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, au nom du Foreign and Commonwealth Office (US\$ 6 117 084);
- j) États-Unis d'Amérique, au nom du Département d'État (US\$ 14 301 987).

I. DÉROULEMENT DES TRAVAUX

3. Conformément à l'article 16 des Règles, le Secrétaire exécutif de la Commission a rendu compte de ces réclamations au Conseil d'administration dans ses rapports Nos 21, 24, 25, 26 et 28

datés respectivement des 8 octobre 1997, 8 juillet 1998, 13 octobre 1998, 11 janvier 1999 et 23 juillet 1999. Ceux-ci ont été distribués à tous les gouvernements et organisations internationales qui avaient présenté des réclamations à la Commission, ainsi qu'au Gouvernement de la République d'Iraq (l'"Iraq"). Un certain nombre de gouvernements, dont l'Iraq, ont communiqué des renseignements supplémentaires ainsi que leurs vues sur les rapports.

4. En décembre 1998, après l'évaluation préliminaire des réclamations, des notifications ont été adressées aux requérants conformément à l'article 34 des Règles, pour leur demander des renseignements et des documents supplémentaires susceptibles d'aider le Comité dans son examen.

5. Après la présentation des réclamations au Comité, des ordonnances de procédure ont été émises pour informer les requérants que leurs réclamations étaient à l'étude et avaient été classées dans la catégorie des réclamations "exceptionnellement importantes ou complexes" au sens de l'alinéa d) de l'article 38 des Règles, et qu'en conséquence, le Comité achèverait leur examen et remettrait son rapport et ses recommandations au Conseil d'administration dans un délai de 12 mois à compter du 18 février 1999.

6. Le Comité a considéré que l'Iraq pouvait fournir des renseignements qui l'aideraient dans son examen des réclamations déposées par le Ministère néerlandais des affaires étrangères et par la Direction générale des aéroports d'État du Ministère turc des communications. Des copies des dossiers de réclamation déposés par ces requérants ont donc été transmis à l'Iraq, qui a été invité à envoyer sa réponse, conformément à l'article 36 des Règles, dans un délai de six mois à compter du 18 février 1999. L'Iraq a répondu à ces deux réclamations dans le délai imparti.

7. Le 12 mai 1999, le secrétariat a adressé une lettre à la Mission permanente du Pakistan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève en vue d'informer la cellule des secours d'urgence de la Division du Cabinet de ce pays de l'intention du Comité d'envoyer sur place une équipe d'inspection chargée de vérifier les documents mentionnés dans la réclamation. L'équipe était composée de trois membres du secrétariat et de deux experts-conseils, qui se sont rendus au Pakistan du 6 au 8 septembre 1999.

8. Lors de l'examen des réclamations, le Comité a constaté que plusieurs requérants demandaient réparation pour des dépenses encourues dans l'évacuation de particuliers, pour des paiements consentis à des agents de l'État au titre de la perte de biens personnels et pour des subsides versés à des particuliers qui avaient perdu leur source de revenu par suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Comme ces particuliers avaient peut-être présenté à la Commission, au titre des mêmes pertes, une réclamation de la catégorie "C" ou une réclamation de la catégorie "D", le Comité s'est demandé si les requérants de la présente tranche ne réclamaient pas une indemnisation pour des pertes faisant par ailleurs l'objet de réclamations des catégories "C" et "D"⁴.

9. Pour éviter une indemnisation multiple au titre de différentes catégories, le Comité a demandé au secrétariat de procéder à des vérifications par recoupements entre catégories afin de s'assurer qu'aucune réclamation n'avait été déposée en double. Ces vérifications ont permis de constater qu'une indemnisation avait été recommandée dans le cas de trois réclamations individuelles de la catégorie "C" pour des pertes qui, sans cela, auraient été jugées indemnissables

dans le présent rapport. Les déductions voulues ont été effectuées pour que ces pertes ne soient pas à nouveau indemnisées⁵.

10. Le Comité a chargé le secrétariat de procéder également à des vérifications par recoupements entre catégories afin de s'assurer qu'aucune indemnisation ne serait recommandée dans le cas de réclamations individuelles de la catégorie "D" pour des pertes ouvrant droit à réparation dans le présent rapport. Il a prié en outre le secrétariat de veiller à ce que les déductions approuvées soient effectuées dans les réclamations de la catégorie "D" pour éviter une indemnisation multiple.

11. Pour l'examen des réclamations, le Comité s'est réuni périodiquement au siège de la Commission à Genève. Conformément à l'article 34 des Règles, le secrétariat lui a fourni un appui juridique, administratif et technique. Le Comité a fait appel aux services d'experts-comptables et d'experts en règlement des sinistres pour l'aider à vérifier et à évaluer les réclamations.

II. CADRE JURIDIQUE

12. Dans son rapport concernant la première partie de la première tranche de réclamations "F1", le Comité a examiné le cadre juridique à l'intérieur duquel la Commission se prononcerait sur les réclamations de cette catégorie⁶. Cet examen portait sur le droit applicable auxdites réclamations, les conditions exigées des requérants concernant la procédure et les moyens de preuve, ainsi que le rôle revenant au Comité de commissaires. Les conclusions de ce dernier concernant le droit applicable, les règles de procédure et les moyens de preuve telles qu'elles figurent dans le premier rapport s'appliquent également aux réclamations de la tranche à l'examen.

III. VÉRIFICATION ET ÉVALUATION DES RÉCLAMATIONS

13. En appliquant les conditions susmentionnées en matière de procédure et de preuve, le Comité a examiné minutieusement l'exposé des réclamations ainsi que les pièces justificatives et tous les autres documents soumis par les requérants dans leurs réponses aux notifications adressées conformément à l'article 34 des Règles. Il a constaté qu'un certain nombre de pertes ou d'éléments de perte invoqués dans des réclamations ne répondaient pas aux critères en question ou à celui du lien de causalité directe énoncé dans la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. En pareil cas, le Comité a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'accorder une indemnité pour les parties correspondantes des réclamations.

14. Lorsque les éléments de perte étaient jugés indemnissables en principe, le Comité a vérifié leur matérialité et les a quantifiés. En outre, il s'est demandé si les dispositions prises et les indemnités demandées par le requérant étaient raisonnables. Par exemple, dans les réclamations invoquant des frais d'évacuation sur des vols réguliers, il a recommandé que le montant de l'indemnité ne dépasse pas le prix d'un aller simple en classe économique.

15. Dans un grand nombre de réclamations, les pièces justificatives et les autres éléments de preuve soumis démontraient que la perte présumée avait bien été subie mais ne permettaient pas d'établir avec un degré de certitude suffisant le montant de la perte. En l'espèce, le Comité a, conformément aux principes généraux du droit, exercé la faculté qui lui est laissée d'apprécier lui-même le montant de l'indemnité à recommander. À cette fin, il a été conseillé par des

experts-conseils et a considéré la nature et le type de preuves qu'on pouvait raisonnablement exiger des requérants compte tenu de la situation qui régnait au moment où les pertes se sont produites, en particulier en Iraq et au Koweït⁷.

16. Dans ses recommandations, le Comité a appliqué les principes généraux du calcul actuariel des pertes, concernant notamment le caractère raisonnable des dépenses engagées, l'amortissement et les plus-values. En cas de pertes ou de dommages matériels, par exemple, la vétusté et l'usure des biens perdus ou endommagés ont été pris en compte et les déductions correspondantes effectuées.

IV. QUESTIONS COMMUNES AUX RÉCLAMATIONS

17. Comme dans les précédentes tranches, les réclamations ont soulevé un certain nombre de questions communes. Pour les résoudre, le Comité a défini et appliqué les principes énumérés ci-après.

A. Demande d'indemnités supplémentaires ou modification des réclamations

18. Le Conseil d'administration a décidé qu'à l'exception des réclamations relatives à l'environnement, aucune réclamation "F" ne serait acceptée après le 1er janvier 1997 et que les informations supplémentaires présentées spontanément au sujet de réclamations déposées antérieurement ne serait plus admise au-delà du 11 mai 1998⁸. Compte tenu de ce qui précède, le Comité estime que les nouvelles réclamations déposées après le 1er janvier 1997 - qu'elles portent sur de nouveaux types de perte ou sur des éléments de perte supplémentaires - ne sont pas recevables car postérieures à la date limite fixée. En outre, les renseignements ou documents communiqués en réponse à des notifications adressées conformément à l'article 34 des Règles ou à des ordonnances de procédure, ou reçus dans le cadre de compléments d'information présentés spontanément à la Commission après le 11 mai 1998, ne peuvent entraîner la majoration du montant réclamé.

B. Dépenses militaires

19. Le Comité note que dans sa décision 19, le Conseil d'administration a confirmé que les "dépenses des forces armées de la coalition alliée, y compris les dépenses au titre des opérations militaires contre l'Iraq, n'ouvr[ai]ent pas droit à réparation"⁹. Il ne recommandera donc pas le versement d'indemnités lorsqu'il considère que des réclamations portent en totalité ou en partie sur des dépenses militaires.

C. Secours accordés par des gouvernements

20. Plusieurs requérants demandent à être indemnisés au titre des secours accordés à des organisations internationales et à d'autres entités. Conformément au paragraphe 36 de la décision 7 du Conseil d'administration, les indemnités versées ou l'aide apportée par des États à des tiers en compensation de pertes répondant à l'un des critères adoptés par le Conseil sont susceptibles de remboursement.

21. En règle générale, le Comité estime que les secours accordés périodiquement et à des fins non spécifiées par des gouvernements ne sont pas indemnisables car ils ne répondent pas au

critère du caractère direct de la perte. Inversement, il considère que des aides spécifiques et non régulières accordées par les gouvernements satisfont à ce critère lorsque les conditions ci-après sont remplies. En premier lieu, la contribution accordée doit avoir pour objet de répondre à un état de nécessité, c'est-à-dire à un besoin particulier et urgent résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Cet état de nécessité doit être attesté, par exemple, par une demande de contribution spéciale émanant d'une organisation internationale. En deuxième lieu, la contribution versée doit couvrir des pertes satisfaisant à l'un des critères adoptés par le Conseil d'administration. En troisième lieu, elle doit avoir été effectivement utilisée pour faire face au besoin particulier et urgent en question.

D. Frais d'établissement des réclamations

22. Le Comité note que dans une lettre datée du 6 mai 1998, le Secrétaire exécutif de la Commission l'a informé que le Conseil d'administration entendait régler la question des frais d'établissement des réclamations à une date ultérieure. Il ne fait donc, à ce stade, aucune recommandation concernant l'indemnisation de ces frais.

E. Frais de dossier

23. Le Comité note que dans sa décision 18, le Conseil d'administration aborde, entre autres, la question des frais de dossier. Au paragraphe 1, le Conseil stipule notamment que :

"Les gouvernements pourront déduire des sommes versées aux requérants une commission de faible montant au titre de leurs frais de dossier ... Ces commissions seront proportionnelles aux dépenses effectivement encourues par les gouvernements. Elles ne devront pas être supérieures à 1,5 % du montant de l'indemnité versée aux requérants des catégories A, B et C et à 3 % du montant de l'indemnité versée aux requérants des catégories D, E et F"¹⁰.

24. Lors de l'examen des réclamations des tranches antérieures, le Comité a estimé que "de telles commissions étaient la seule indemnité à laquelle les gouvernements avaient droit au titre des frais de dossier" et n'a donc recommandé aucune indemnisation pour de tels frais¹¹. Cela s'applique également aux réclamations de la présente tranche.

F. Le taux de change

25. Comme dans les quatre premiers rapports, plusieurs requérants ont présenté leur réclamation ou indiqué les pertes qu'ils ont subies dans une autre monnaie que le dollar des États-Unis. Or, comme c'est de cette dernière monnaie que la Commission se sert pour indiquer le montant de l'indemnisation accordée, le Comité est tenu de déterminer le taux de change applicable. À l'image d'autres comités de commissaires, le Comité a décidé que la meilleure méthode de calcul du taux de change à appliquer aux fins des réclamations à l'examen consiste à utiliser le taux de change en vigueur à la date de la perte¹².

26. Dans les quatre premiers rapports, sachant que les pertes alléguées se sont réparties de façon relativement régulière au cours de la période de l'occupation du Koweït par l'Iraq, à savoir entre le 2 août 1990 et le 2 mars 1991 compris, le Comité a retenu la date du 16 novembre 1990,

c'est-à-dire celle qui marque le milieu de la période d'occupation, comme date de la perte¹³. Il a également pris acte des circonstances particulières influant sur le taux de change applicable aux pertes enregistrées en dinars koweïtiens. Étant donné que l'invasion et l'occupation ont fortement perturbé le taux de change du dinar koweïtien pendant la période de l'occupation, le Comité a décidé d'utiliser pour cette monnaie le taux en vigueur immédiatement avant l'invasion¹⁴.

27. Le Comité constate que les pertes invoquées dans les réclamations de la présente tranche se sont en majorité également réparties de façon relativement régulière pendant toute la durée de l'occupation du Koweït mais que, d'une manière générale, il est difficile d'en déterminer la date exacte. Par conséquent, le Comité considère en l'occurrence que le 16 novembre 1990, qui marque le milieu de la période d'occupation, constitue là encore la date la plus appropriée pour déterminer le taux de change à retenir dans le cas de ces réclamations. Pour les raisons indiquées ci-avant, le 1er août est la date retenue pour déterminer le taux de change applicable au dinar koweïtien.

28. Les taux de change utilisés au 1er août 1990 pour le dinar koweïtien et au 16 novembre 1990 pour les autres devises sont les taux mensuels moyens enregistrés pour lesdites monnaies tels que les indique le *Bulletin mensuel de statistique* de l'ONU d'avril 1991¹⁵.

G. Intérêts

29. Un certain nombre de requérants ont demandé dans leur réclamation le versement d'intérêts sur le principal du montant réclamé. Dans sa décision 16, le Conseil d'administration a indiqué ce qui suit : "Il sera alloué des intérêts aux requérants dont la réclamation aura été acceptée à partir de la date à laquelle la perte leur a été infligée jusqu'à la date du paiement, à un taux suffisant pour compenser la perte découlant pour eux de l'impossibilité de faire usage pendant l'intervalle du principal de l'indemnité octroyée". Cette décision stipule en outre que "les méthodes de calcul et de paiement des intérêts seront examinées par le Conseil d'administration le moment venu" et que "les intérêts seront payés après les montants alloués au titre du principal"¹⁶. Par conséquent, le Comité doit uniquement fixer à ce stade la date à partir de laquelle les intérêts commenceront à courir. Pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles il retient la date du 16 novembre 1990 comme date de la perte aux fins du calcul des taux de change, le Comité considère que la même date doit être retenue aux fins du calcul des intérêts. Le Comité décide qu'il sera donc attribué des intérêts sur les indemnités accordées au titre des réclamations à compter du 16 novembre 1990.

H. Classement par type de perte

30. Le formulaire de réclamation "F" classe les pertes subies selon qu'elles sont liées : à un contrat; à une transaction commerciale; à des biens immobiliers; à d'autres biens corporels; à des comptes bancaires et à des titres; à des biens productifs de revenus; à des paiements consentis ou à des secours accordés à des tiers; à des frais d'évacuation; à des dépenses de service public; à des dommages à l'environnement; à des pertes en ressources naturelles; à d'autres pertes¹⁷. Le classement des demandes d'indemnités a été opéré à l'origine par les requérants sur les formulaires de réclamation. Dans certains cas, après examen des déclarations des requérants et des éléments de preuve soumis à l'appui, le Comité a reclassé tout ou partie de ces demandes.

Les pertes en question sont examinées ci-après aux rubriques sous lesquelles elles ont été reclassées.

V. LES RÉCLAMATIONS

A. Canada – réclamation groupée (No CINU 5000098)

31. Dans sa réclamation, le Gouvernement canadien demandait initialement une indemnité d'un montant total de 55 658 656 dollars canadiens ("Can\$") au titre des dépenses engagées par six ministères et services gouvernementaux, à savoir : le Ministère des affaires extérieures; Environnement Canada; Transports Canada; Travaux publics et services gouvernementaux Canada; l'Agence canadienne de développement international; le Ministère de la défense nationale. Cependant, le chiffre indiqué dans l'exposé de la réclamation semble erroné car les différents éléments de perte totalisent Can\$ 55 759 656. Les réclamations d'Environnement Canada et de Transports Canada, qui portent sur des dommages causés à l'environnement, ont été renvoyées au Comité "F4", chargé d'examiner ce type de demande d'indemnisation¹⁸. Déduction faite des montants correspondants, la réclamation s'élève au total à Can\$ 54 315 482. Les demandes de chaque ministère ou service gouvernemental sont examinées ci-après aux rubriques sous lesquelles elles ont été reclassées.

1. Ministère des affaires extérieures

a) Pertes liées à un contrat

i) Faits et assertions

32. Le Ministère des affaires extérieures demande une indemnité d'un montant total de Can\$ 1 498 837 au titre de pertes liées à des contrats.

33. Le Ministère affirme avoir remboursé aux membres de ses missions diplomatiques en Iraq et au Koweït des biens personnels qui avaient été endommagés ou qu'ils avaient dû laisser sur place lors de leur évacuation de la région. Il déclare également qu'il a remboursé aux membres de ses missions diplomatiques en Iraq, au Koweït, en Israël, en Arabie saoudite, en Syrie, en Jordanie, en Algérie, au Maroc et en Tunisie les frais d'hébergement, de nourriture et de voyage liés à leur évacuation.

34. Les remboursements de biens personnels et de frais d'hébergement, de nourriture et de voyage ont été effectués selon des dispositions réglementaires spéciales régissant les contrats d'emploi des diplomates.

ii) Analyse et évaluation

35. En ce qui concerne les remboursements de biens personnels, le Comité constate que dans son quatrième rapport, il a examiné des réclamations similaires présentées au titre de la perte de biens personnels et que ces dernières ont été jugées indemnisables "dans la mesure où les remboursements ont été effectués 'en application de décrets ou de lois et règlements spéciaux régissant les contrats d'emploi des membres du corps diplomatique', à condition qu'elles soient dûment étayées par des pièces justificatives ou d'autres éléments de preuve appropriés"¹⁹.

Il estime que la même démarche doit être adoptée dans le cas des réclamations de la présente tranche et que, dans la mesure où ils sont étayés par des pièces justificatives suffisantes, les remboursements de biens personnels sont indemnisables déduction faite de l'amortissement.

36. Pour ce qui est des remboursements des frais d'hébergement, de nourriture et de voyage, le Comité constate que malgré la demande qui lui a été faite dans la notification adressée conformément à l'article 34 des Règles, le requérant n'a pas fourni de pièces justificatives suffisantes à l'appui de sa réclamation. Il recommande donc de ne pas accorder d'indemnité au titre de ces remboursements.

iii) Recommandation

37. Le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de Can\$ 18 095 (US\$ 15 532) au titre des pertes liées à des contrats.

b) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers

i) Faits et assertions

38. Le requérant demande une indemnité d'un montant de Can\$ 50 000 au titre de paiements consentis pour rembourser les frais de nourriture, d'hébergement et de voyage de ressortissants canadiens se trouvant dans l'impossibilité de quitter l'Iraq ou le Koweït pendant l'invasion et l'occupation irakiennes.

39. Le requérant demande aussi à être indemnisé d'un paiement de Can\$ 50 000 consenti en faveur de la Croix-Rouge canadienne pour l'ouverture d'un bureau d'information national au Canada.

ii) Analyse et évaluation

40. Le Comité estime que les paiements consentis couvraient des dépenses de subsistance d'un caractère provisoire et extraordinaire qui sont, en principe, indemnisables. Il constate toutefois que malgré la demande qui lui a été faite dans la notification adressée conformément à l'article 34 des Règles, le requérant n'a pas fourni d'informations détaillées sur les bénéficiaires de cette assistance financière et n'a pas non plus prouvé que les paiements avaient bien été effectués. Comme le requérant n'a pas apporté les éléments de preuve suffisants exigés à l'article 35 des Règles, la partie de cette réclamation n'est pas indemnisable.

41. Le Comité considère que le versement d'un montant de Can\$ 50 000 à la Croix-Rouge canadienne ne satisfait pas au critère du lien de causalité directe énoncé dans la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. En tout état de cause, il constate que malgré la demande qui lui a été faite dans la notification adressée conformément à l'article 34 des Règles, le requérant n'a pas fourni de pièces attestant que le paiement à la Croix-Rouge canadienne a bien été effectué. Cette partie de la réclamation n'est donc pas indemnisable²⁰.

iii) Recommandation

42. Le Comité recommande de ne pas octroyer d'indemnité au titre des paiements consentis ou des secours accordés à des tiers.

c) Frais d'évacuation

i) Faits et assertions

43. Le requérant demande une indemnité d'un montant de Can\$ 1 014 000 au titre des frais d'affrètement de deux avions utilisés pour évacuer des ressortissants canadiens d'Iraq et du Koweït. Il a affrété un avion de transport de passagers auprès de la compagnie canadienne Nationair du 11 août au 7 septembre 1990. Pendant cette période, l'appareil est resté à Chypre dans l'attente de la libération de ressortissants canadiens retenus en otage. Le requérant a également affrété un avion d'Iraqi Airways le 6 septembre 1990 pour transporter les intéressés d'Iraq vers Ankara (Turquie), où ils ont embarqué dans l'avion de Nationair.

ii) Analyse et évaluation

44. Dans ses premier et troisième rapports, le Comité a défini un certain nombre de principes régissant l'indemnisation des frais d'évacuation²¹. Il a notamment décidé que les frais d'évacuation vers leur pays d'origine de personnes se trouvant en Iraq, au Koweït, en Israël et en Arabie saoudite²² pendant la période du 2 août 1990 au 2 mars 1991 sont indemnifiables dans la mesure où ils sont étayés par des pièces justificatives et d'autres éléments de preuve suffisants. Il a décidé en outre que l'indemnité devait couvrir les dépenses considérées comme indispensables (transport, hébergement, nourriture, traitements médicaux urgents, etc.). Il estime que ces mêmes principes sont applicables aux réclamations de la présente tranche.

45. Après avoir appliqué ces principes, le Comité juge les frais d'affrètement de l'avion d'Iraqi Airways indemnifiables²³.

46. En ce qui concerne l'affrètement de l'avion de Nationair, le Comité estime que des frais de voyage ne sont indemnifiables que dans la mesure où ils correspondent à des dépenses raisonnables. Il constate que malgré la demande qui lui a été faite dans la notification adressée conformément à l'article 34 des Règles, le requérant n'a pas expliqué pourquoi l'avion de Nationair était resté aussi longtemps à Chypre. En l'absence de justification, le Comité considère qu'il n'était pas raisonnable de garder cet avion en attente pendant près d'un mois. Il recommande de verser une indemnité égale aux frais d'affrètement de l'avion pendant trois jours, ce qui correspond au temps qu'aurait normalement mis un avion pour s'acheminer du Canada au Moyen-Orient, y embarquer les otages libérés et rentrer au Canada.

iii) Recommandation

47. Le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de Can\$ 352 525 (US\$ 302 597) au titre des frais d'évacuation.

d) Dépenses de service public

i) Faits et assertions

48. Le requérant demande une indemnité d'un montant total de Can\$ 8 774 795 au titre des dépenses de service public exposées ci-après.

49. Une indemnité d'un montant total de Can\$ 2 084 000 est demandée au titre des dépenses supplémentaires de télécommunications supportées par le requérant du fait de l'invasion du Koweït par l'Iraq : achat de matériel de télécommunications par satellite à l'usage des ambassades canadiennes au Moyen-Orient; coût de l'utilisation accrue des systèmes de télécommunications classiques et par satellite; coût des services de messagerie d'urgence destinés aux missions diplomatiques canadiennes au Moyen-Orient; et frais de personnel liés à l'emploi d'opérateurs de télécommunications supplémentaires.

50. Le requérant affirme qu'après l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq et la fermeture de l'ambassade canadienne au Koweït, il a ouvert des missions diplomatiques temporaires au Qatar et à Bahreïn, et a transféré les bureaux du programme canadien d'immigration du Koweït vers la Jordanie et l'Arabie saoudite. Il demande une indemnité d'un montant total de Can\$ 960 000 pour couvrir les frais occasionnés à ce titre.

51. Une indemnité est aussi demandée au titre des frais engagés par le Ministère des affaires extérieures pour créer et maintenir à Ottawa une cellule de crise pour la guerre du Golfe et de l'augmentation des frais généraux des missions diplomatiques canadiennes au Moyen-Orient, à Washington et à Londres. Le requérant affirme que la cellule de crise a été constituée pour "coordonner toutes les activités d'urgence relatives à la guerre du Golfe (évacuation, questions politiques, consulaires et commerciales, sanctions, communications)". Il réclame au total Can\$ 1 947 000 à ce titre.

52. Le requérant demande une indemnité de Can\$ 243 000 au titre des dépenses encourues par le Ministère des affaires extérieures pour répondre aux questions des journalistes sur la crise, établir des communiqués de presse et suivre l'évolution de la situation dans les médias.

53. Le requérant demande aussi à être indemnisé des frais de voyage d'un agent consulaire canadien qui a accompagné le personnel de l'ambassade canadienne en Iraq pendant son évacuation, des dépenses occasionnées par le redéploiement des membres des missions diplomatiques et des frais de voyage des fonctionnaires du Ministère qui ont participé à des réunions sur la "crise du Golfe" à Paris, à Washington et à Rome. Un montant total de Can\$ 561 163 est réclamé pour ces frais.

54. Une indemnité d'un montant total de Can\$ 2 624 000 est demandée au titre des dépenses supportées par le Ministère des affaires extérieures pour renforcer la sécurité des missions diplomatiques canadiennes au Moyen-Orient et dans d'autres régions. Le Ministère a, notamment, affecté des agents de sécurité aux missions canadiennes à Amman, Bogota, Damas, Riyad, Téhéran et Tunis, et fourni des véhicules blindés et des 4 x 4 aux missions canadiennes à Amman, Bagdad et Damas.

55. Enfin, le requérant demande une indemnité de Can\$ 355 632 au titre des frais de dossier liés à l'envoi des réclamations émanant de personnes physiques et de sociétés à la Commission.

ii) Analyse et évaluation

56. En ce qui concerne les dépenses supplémentaires de télécommunications, les frais d'établissement et de fonctionnement de la cellule de crise pour la guerre du Golfe, l'augmentation des frais généraux de diverses missions diplomatiques, le suivi de la situation dans les médias, les frais de voyage de l'agent consulaire qui a accompagné les ressortissants canadiens évacués, les frais de redéploiement, et les frais de voyage des fonctionnaires du Ministère qui ont assisté aux réunions sur la crise, le Comité constate qu'il a déjà examiné des réclamations analogues dans ses rapports précédents. Dans son troisième rapport, par exemple, au sujet de réclamations portant sur des "dépenses de service public d'ordre général liées notamment à des missions officielles, au transfert de diplomates ou au paiement du personnel de renfort et des heures supplémentaires dans [des] missions diplomatiques au Moyen-Orient"²⁴, il a estimé" que :

"[C]es dépenses ont été engagées par les États dans l'exercice de fonctions de protection en cas d'urgence. Vu que celles-ci font partie intégrante des fonctions d'une mission diplomatique, elles ne peuvent ... être considérées comme revêtant un caractère extraordinaire qui justifierait l'octroi d'une indemnité"²⁵.

57. Le Comité note par ailleurs que dans le quatrième rapport, il a appliqué le même raisonnement aux réclamations portant sur le remboursement de dépenses analogues engagées par des institutions gouvernementales²⁶. Il estime donc que les pertes mentionnées dans le paragraphe précédent ne sont pas indemnisables puisqu'elles ne constituent pas des dépenses de service public de caractère extraordinaire.

58. Pour ce qui est des frais liés à l'ouverture de missions diplomatiques temporaires au Qatar et à Bahreïn et au transfert des bureaux du programme canadien d'immigration du Koweït vers la Jordanie et l'Arabie saoudite, le Comité note que dans son premier rapport, il a examiné une réclamation analogue déposée par un État demandant le remboursement des frais d'établissement et de fonctionnement d'une ambassade temporaire à Abou Dhabi à la suite de la fermeture de son ambassade dans la capitale koweïtienne. Il a considéré que "même si [l'État en question] n'aurait pas dans d'autres circonstances ouvert cette ambassade à Abou Dhabi, la décision ... d'ouvrir une mission diplomatique ... pendant la période de l'occupation de Koweït n'a pas entraîné pour lui de perte directe au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité"²⁷. Estimant que les mêmes principes s'appliquent en l'espèce, il recommande donc de ne verser aucune indemnité au titre des frais d'établissement de missions diplomatiques temporaires et des frais de transfert des bureaux du programme d'immigration.

59. En ce qui concerne le renforcement de la sécurité dans les missions diplomatiques canadiennes, le Comité estime que les dépenses connexes ne sont indemnisables que dans la mesure où elles résultent directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq et s'avèrent raisonnables au regard de la situation constatée. Dans le troisième rapport, il a examiné les dépenses liées aux mesures de sécurité prises par des gouvernements afin de protéger les personnes et les biens, et a jugé qu'elles pouvaient ouvrir droit à réparation pour autant qu'elles soient "raisonnables au regard du type de risque auquel les personnes et les biens sont exposés"²⁸.

Dans son quatrième rapport, le Comité a précisé ce qu'il entendait par mesure de protection "raisonnable", considérant notamment que seules les mesures prises dans une zone géographique déterminée donneraient lieu à indemnisation. Ainsi qu'il est spécifié dans ce rapport, "[t]out comme l'indemnisation des frais d'évacuation a été limitée aux dépenses engagées pour évacuer des personnes d'Iraq, du Koweït, d'Israël et d'Arabie saoudite, le Comité limite également pour les mêmes raisons la possibilité d'accorder une indemnité au titre des mesures de protection à celles prises à l'égard de personnes et de biens qui se trouvaient dans les quatre États en question"²⁹.

60. Le Comité estime que les mêmes règles s'appliquent dans le cas présent. Il constate toutefois que le requérant n'a pas fourni d'éléments d'information et de moyens de preuve suffisants pour démontrer que le renforcement des mesures de sécurité résultait directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Il juge donc que ces pertes ne sont pas indemnisables.

61. Pour ce qui est des frais de dossier, le Comité considère, pour les motifs indiqués à la section IV.E ci-dessus, qu'ils ne sont pas indemnisables.

iii) Recommandation

62. Le Comité recommande de n'accorder aucune indemnité au titre des dépenses de service public.

2. Travaux publics et services gouvernementaux

a) Dépenses de service public

i) Faits et assertions

63. Selon le requérant, le Ministère canadien des travaux publics et des services gouvernementaux est chargé de gérer les biens de l'État. Il est notamment responsable de l'élaboration et de la mise à jour de "plans d'intervention" et de procédures de gestion des crises en cas de guerre ou d'autres situations d'urgence, ainsi que de l'organisation et de la coordination de la sécurité de tous les bâtiments publics au Canada.

64. Une indemnité d'un montant total de Can\$ 1 092 500 est demandée au titre des diverses mesures prises pour renforcer la sécurité au Canada, notamment de l'affectation d'agents de sécurité supplémentaires à la surveillance des bâtiments publics.

ii) Analyse et évaluation

65. Le Comité estime que les principes et règles énoncés au paragraphe 59 ci-dessus s'appliquent à la présente réclamation.

66. Étant donné que les dépenses engagées ont servi à améliorer la protection de bâtiments situés au Canada, le Comité considère qu'elles ne sont pas indemnisables.

iii) Recommandation

67. Le Comité recommande de ne pas accorder d'indemnité au titre des dépenses de service public.

3. Agence canadienne de développement international

a) Paielements consentis ou secours accordés à des tiers

i) Faits et assertions

68. Le requérant affirme que l'une des fonctions de l'Agence canadienne de développement international est de "soutenir financièrement les efforts déployés pour atténuer les souffrances humaines causées par les catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme". Cet appui est normalement assuré par le biais d'organisations internationales et non gouvernementales. Le requérant demande à être remboursé de 39 contributions que le Gouvernement canadien a versées à certain nombre d'organisations internationales et d'autres entités pendant et après la période de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, et qui s'ajoutaient aux paiements périodiquement consentis à ces organisations. En général, les contributions en question ont été utilisées pour aider : 1) des ressortissants non irakiens qui avaient quitté l'Iraq ou le Koweït pendant cette période; 2) des Kurdes et autres réfugiés irakiens qui avaient quitté l'Iraq après cette période; 3) des hôpitaux qui fournissaient des services médicaux en Israël pendant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq; et 4) d'autres personnes qui se trouvaient en Iraq ou au Koweït pendant et/ou après l'invasion et l'occupation irakiennes. Le requérant réclame une indemnité totale de Can\$ 33 142 350 au titre de ces diverses contributions.

ii) Analyse et évaluation

69. Le Comité juge que plusieurs des contributions versées par le Gouvernement canadien ne satisfont pas aux critères énoncés à la section IV.C ci-dessus, car elles n'ont pas servi à répondre à des besoins particuliers et urgents liés à des pertes résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

70. Le Comité note que dans son premier rapport, il a examiné la question de savoir si les pertes subies en dehors de la période correspondant à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Iraq (c'est-à-dire du 2 août 1990 au 2 mars 1991) sont indemnisables. Il a constaté, adhérant ainsi aux conclusions du Comité de commissaires chargé d'examiner les réclamations "C", que le requérant avait l'obligation supplémentaire d'exposer les raisons pour lesquelles la perte devait être considérée comme résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq³⁰. Dans son quatrième rapport, il a indiqué qu'en l'absence d'explications, des paiements donnaient lieu à indemnisation uniquement s'ils portaient sur une période jugée raisonnable immédiatement après la libération du Koweït³¹. Dans le cas des réclamations examinées dans le quatrième rapport, il a considéré que le 1er mai 1991 était une date limite raisonnable³². Il juge qu'en l'absence d'explications suffisantes, le 1er mai 1991 est également une date limite raisonnable pour le remboursement des aides versées par le Gouvernement canadien. Par conséquent, aucun paiement effectué par ce Gouvernement pour la période postérieure au 1er mai 1991 ne peut ouvrir droit à indemnisation.

71. Par ailleurs, le Comité estime que l'exode de Kurdes et d'autres réfugiés irakiens vers les frontières internationales et au-delà après le 2 mars 1991 ne résultait pas directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq et, partant, que les contributions versées par le Gouvernement canadien pour aider ces réfugiés ne sont en principe pas indemnisables.

72. Le Comité constate qu'au paragraphe 11 de sa décision 7, le Conseil d'administration a stipulé qu'"aucune réclamation ne sera[it] examinée au nom de ressortissants irakiens qui n'ont pas par ailleurs la nationalité dûment établie d'un autre État quel qu'il soit"³³. Il estime donc qu'aucune indemnité ne devrait être accordée à un gouvernement pour rembourser les contributions que ce dernier a versées à des particuliers qui n'auraient pas eu droit à réparation s'ils avaient déposé une réclamation individuelle auprès de la Commission. Par conséquent, il juge non indemnisables les secours accordés par le Gouvernement canadien à des ressortissants irakiens qui n'ont pas par ailleurs la nationalité dûment établie d'un autre État.

73. En résumé, le Comité considère que les secours accordés par le Gouvernement canadien qui ne sont pas exclus pour les motifs énoncés ci-dessus aux paragraphes 70 à 72 sont indemnisables dans la mesure où ils sont étayés par des pièces justificatives et d'autres éléments de preuve suffisants.

iii) Recommandation

74. Le Comité recommande d'allouer une indemnité d'un montant de Can\$ 10 311 450 (US\$ 8 851 030) au titre des paiements consentis ou des secours accordés à des tiers.

4. Ministère de la défense nationale

a) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers

i) Faits et assertions

75. Le Ministère de la défense nationale demande une indemnité d'un montant total de Can\$ 1 482 773 correspondant au coût de la fourniture en février 1991, de 307 masques à gaz à des ressortissants canadiens au Moyen-Orient et de 10 000 autres à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), à distribuer aux réfugiés palestiniens des territoires occupés.

ii) Analyse et évaluation

76. En ce qui concerne la livraison de masques à gaz à des ressortissants canadiens au Moyen-Orient, le Comité rappelle les limites géographiques énoncées au paragraphe 59 ci-dessus pour l'indemnisation des mesures de protection. En outre, il constate qu'en dépit de la demande qui lui avait été faite dans la notification adressée conformément à l'article 34, le requérant n'a pas communiqué de renseignements sur l'endroit où se trouvaient ces ressortissants au Moyen-Orient. Ne sachant pas si les masques à gaz ont été fournis à des personnes se trouvant en Iraq, au Koweït, en Arabie saoudite ou en Israël, le Comité ne peut recommander l'octroi d'une indemnité.

77. Pour ce qui est des masques à gaz distribués aux réfugiés palestiniens des territoires occupés, le Comité estime que les conditions définies ci-dessus à la section IV.C pour l'indemnisation des secours accordés par des gouvernements sont remplies. Il juge donc que cette réclamation ouvre droit à réparation dans la mesure où elle est étayée par des pièces justificatives et d'autres éléments de preuve satisfaisants.

iii) Recommandation

78. Le Comité recommande d'allouer une indemnité de Can\$ 143 240 (US\$ 122 953) au titre des paiements consentis ou des secours accordés à des tiers.

b) Dépenses de service public

i) Faits et assertions

79. Le requérant demande une indemnité de Can\$ 6 405 000 au titre du remboursement des frais de réassurance pour risque de guerre et des primes de réassurance destinées à couvrir l'éventualité de catastrophes liées à la guerre. Il affirme qu'il a souscrit une police de réassurance contre le risque de guerre pour une période de 12 mois à compter du 15 janvier 1991 afin de couvrir les décès accidentels de membres des forces armées canadiennes en poste au Moyen-Orient. Après l'invasion du Koweït par l'Iraq, les compagnies qui réassurent les catastrophes liées à la guerre auraient en outre exigé le versement d'une surprime de guerre "comme conséquence directe de la participation [du Canada] à la guerre du Golfe".

80. Le requérant déclare également qu'à la suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq et du déploiement de forces canadiennes dans le golfe Persique, 70 membres du personnel médical d'hôpitaux militaires canadiens ont été envoyés dans la région et ont dû être remplacés par des employés civils pour assurer des services de santé essentiels au Canada. Il réclame une indemnité d'un montant total de Can\$ 229 945 au titre des dépenses engagées pour remplacer le personnel médical militaire.

81. Enfin, le requérant demande une indemnité de Can\$ 575 282 au titre des frais liés au renforcement de la sécurité de l'ensemble des bâtiments du siège du Ministère de la défense nationale à Ottawa, du 2 août 1990 au 2 mars 1991.

ii) Analyse et évaluation

82. En ce qui concerne les suppléments de prime d'assurance, le Comité note que ces frais sont directement liés à la participation du Canada aux forces de la coalition alliée. Il estime donc que les coûts invoqués sont assimilables à des dépenses militaires qui, pour les raisons indiquées ci-dessus, à la section IV.B ne sont pas indemnisables.

83. Le Comité constate que bien que le coût du remplacement du personnel médical militaire corresponde aux salaires versés aux employés civils embauchés en renfort dans les hôpitaux militaires, ces dépenses sont directement liées au transfert du personnel en question au Moyen-Orient et résultent donc de la participation du Canada aux forces de la coalition alliée.

Étant considérées comme des dépenses militaires, elles ne sont pas indemnisables pour les motifs énoncés à la section IV.B.

84. Pour ce qui est du coût du renforcement des mesures de sécurité, le Comité estime que, ces mesures ayant été appliquées uniquement au Canada, elles ne donnent pas lieu à indemnisation pour les motifs énoncés au paragraphe 59 ci-dessus.

iii) Recommandation

85. Le Comité recommande de n'accorder aucune indemnité au titre des dépenses de service public.

5. Recommandation concernant le Canada

86. Compte tenu de ce qui précède, le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de US\$ 9 292 112 au titre de la réclamation déposée par le Canada.

Tableau 1. Indemnité recommandée pour le Canada

<u>Élément de perte</u>	<u>Montant réclamé</u> <u>(monnaie d'origine)</u> <u>(Can\$)</u>	<u>Montant réclamé</u> <u>(US\$)</u>	<u>Indemnité</u> <u>recommandée</u> <u>(US\$)</u>
1. Ministère des affaires extérieures :			
Pertes liées à des contrats	1 498 837		15 532
Paiements consentis ou secours accordés à des tiers	100 000	86 580	
Frais d'évacuation	1 014 000	877 922	302 597
Dépenses de service public	8 774 795	7 597 225	
2. Travaux publics et services gouvernementaux :			
Dépenses de service public	1 092 500	945 888	
3. Agence canadienne de développement international :			
Paiements consentis ou secours accordés à des tiers	33 142 350	28 694 675	8 851 030
4. Ministère de la défense nationale :			
Paiements consentis ou secours accordés à des tiers	1 482 773	1 283 786	122 953
Dépenses de service public	7 210 227	6 242 621	
Total	54 315 482	47 026 391	9 292 112

B. République fédérale d'Allemagne - Ministère de la défense
(No CINU 5000277)

87. Dans sa réclamation, le Ministère de la défense demandait initialement à être indemnisé de trois types de perte, tels que reclassés par le Comité - pertes liées à des contrats, paiements consentis ou secours accordés à des tiers et dommages à l'environnement - d'un montant total de 136 480 304 deutsche mark ("DM"). La partie de la réclamation portant sur les dommages causés à l'environnement a été renvoyée au Comité "F4" chargé d'examiner ce type de demande d'indemnisation³⁴. Les autres parties de la réclamation s'élevaient au total à 103 854 304 DM.

Toutefois, dans sa réponse à la notification qui lui a été envoyée au titre de l'article 34, le requérant a ramené le montant réclamé à 103 845 632 DM.

1. Pertes liées à un contrat

a) Faits et assertions

88. Le Ministère de la défense avait demandé initialement à être indemnisé d'un montant de 199 554 DM au titre de remboursements qu'il avait faits à trois membres des forces armées allemandes pour des pertes d'appareils ménagers en Iraq. Ces paiements ont été effectués en application des réglementations spéciales régissant les contrats d'emploi des membres des forces armées.

89. Dans sa réponse à la notification au titre de l'article 34, le requérant a procédé à des ajustements compte tenu des montants effectivement remboursés aux trois militaires intéressés, ramenant le montant total réclamé à 190 882 DM.

b) Analyse et évaluation

90. Le Comité estime que, pour les raisons données au paragraphe 35, la réclamation présentée par le requérant au titre des sommes remboursées à trois membres des forces armées allemandes pour les appareils ménagers qu'ils avaient perdus en Iraq ouvre droit à indemnisation, dans la mesure où elle est dûment étayée par des pièces justificatives ou autres éléments de preuve appropriés.

c) Recommandation

91. Le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de 95 441 DM (US\$ 63 416) au titre des pertes liées à des contrats.

2. Paiements consentis ou secours accordés à des tiers

a) Faits et assertions

92. Le requérant demande une indemnité d'un montant de 103 654 750 DM au titre des dépenses qu'il a engagées pour prêter assistance à des réfugiés kurdes en Iran et en Turquie. Il explique que "des éléments de bataillons de l'armée ... et d'une escadrille de l'armée de l'air ... ont été déployés en Iran [du] 2 mai au 22 juin 1991". Les dépenses en question concernent, entre autres, des carburants, la location de matériel de télécommunication, le fonctionnement d'un hôpital de terrain et l'achat de matériel médical, ainsi que l'affrètement et l'entretien des avions.

b) Analyse et évaluation

93. Il ressort des pièces fournies à l'appui de cette partie de la réclamation que l'assistance en question a été fournie en application de décisions du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne prises les 17 et 24 avril 1991. Compte tenu des dates auxquelles ce programme d'assistance a été lancé, ainsi que de son objet, le Comité parvient à la conclusion que ces secours

ont été fournis en application de la résolution 688 (1991) du Conseil de sécurité, en date du 5 avril 1991³⁵.

94. Le Comité pense donc que, pour les raisons énoncées au paragraphe 71, les coûts de l'assistance fournie aux réfugiés kurdes qui ont quitté l'Iraq après le 2 mars 1991 ne peuvent être considérés comme des pertes résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

c) Recommandation

95. Le Comité recommande de ne pas octroyer d'indemnisation au titre des paiements consentis ou des secours accordés à des tiers.

3. Recommandation concernant la République fédérale d'Allemagne

96. Se fondant sur ses constatations relatives à la réclamation présentée par la République fédérale d'Allemagne, le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de US\$ 64 416.

Tableau 2. Indemnité recommandée pour la République fédérale d'Allemagne

<u>Élément de perte</u>	<u>Montant réclamé</u> (monnaie d'origine) (DM)	<u>Montant réclamé</u> (US\$)	<u>Indemnité</u> <u>recommandée</u> (US\$)
Pertes liées à un contrat	190 882	122 204	63 416
Paiements consentis ou secours accordés à des tiers	103 654 750	66 360 275	néant
Total	103 845 632	66 482 479	63 416

C. Royaume des Pays-Bas

1. Ministère des affaires étrangères (No CINU 5000005)

97. Le Ministère des affaires étrangères avait initialement demandé à être indemnisé de quatre types de perte - perte liée aux contrats, biens immobiliers, autres biens corporels et dommages à l'environnement -, d'un montant total de 4 251 996 florins néerlandais ("f."). La partie de la réclamation portant sur les dommages causés à l'environnement a été renvoyée au Comité "F4" chargé d'examiner ce type de demande d'indemnisation³⁶. Les autres parties de la réclamation s'élevaient au total à 751 996 f. Toutefois, dans sa réponse datée du 26 mars 1999 à la notification qui lui a été envoyée au titre de l'article 34, le Ministère des affaires étrangères a ramené le montant réclamé à 748 263 f.

98. Dans cette réponse, le Ministère des affaires étrangères a aussi essayé de présenter une nouvelle demande, concernant des pertes pour lesquelles il n'avait pas jusque-là demandé à être indemnisé : 178 531 f. au titre des "frais d'exploitation" de l'Ambassade des Pays-Bas à Bagdad. Ces dépenses, qui consistent essentiellement en carburant, frais de taxi, salaires locaux,

fournitures et réparations, auraient été engagées par le gardien provisoire de l'Ambassade après le départ du personnel diplomatique.

99. Le Comité estime que, conformément aux principes énoncés plus haut dans la section IV.A, cette nouvelle demande d'indemnisation présentée par le requérant dans sa réponse à la notification au titre de l'article 34 n'est pas recevable.

a) Pertes liées à un contrat

i) Faits et assertions

100. Initialement, une indemnité d'un montant de 428 384 f. avait été demandée au titre des loyers payés à l'avance pour les ambassades des Pays-Bas et les résidences du personnel diplomatique au Koweït et en Iraq, dont les locaux étaient restés vacants pendant les sept mois de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Dans la réponse à la notification envoyée au titre de l'article 34 ce chiffre a été ramené à 424 650 f.

ii) Analyse et évaluation

101. Dans le premier rapport, le Comité a estimé que "la fermeture, définitive ou temporaire, d'une mission diplomatique, même si elle a lieu pendant un conflit armé, n'ouvre pas droit à indemnisation" et que "de toute façon, le requérant aurait en l'occurrence dû acquitter le loyer indépendamment d'une invasion et d'une occupation éventuelles du Koweït par l'Iraq"³⁷. De même, dans le troisième rapport, le Comité a estimé que "les loyers acquittés par anticipation par les gouvernements pour la location des résidences du personnel doivent être considérés de la même manière que le loyer versé d'avance pour une ambassade"³⁸. Le Comité pense qu'il faut procéder ici de la même manière; en conséquence, le loyer acquitté à l'avance n'ouvre pas droit à indemnisation.

iii) Recommandation

102. Le Comité recommande de ne pas accorder d'indemnité au titre des pertes liées à ce contrat.

b) Biens immobiliers

i) Faits et assertions

103. Le requérant demande à être indemnisé d'un montant de 4 564 f. au titre des dépenses qu'il a engagées pour remettre en état le jardin de l'Ambassade des Pays-Bas au Koweït. Il affirme que pendant la période de l'occupation "le jardin de la résidence officielle a été totalement négligé. En conséquence, toutes les plantations ont flétri".

ii) Analyse et évaluation

104. Dans les quatre premiers rapports, le Comité a examiné la question de savoir si les réparations effectuées dans les locaux des ambassades au Koweït et en Iraq qui avaient été endommagés pendant la période du 2 août 1990 au 2 mars 1991 ouvraient droit à indemnisation³⁹. Il était arrivé à la conclusion que les dépenses de ce type pouvaient être considérées comme

résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Ce raisonnement est applicable au cas présent. En l'espèce, les pertes invoquées ouvrent droit à indemnisation pour autant qu'elles soient raisonnables et dûment étayées par des pièces justificatives ou d'autres éléments de preuve appropriés.

105. Le Comité, ayant examiné les pièces fournies, constate que les dépenses engagées pour remettre en état le jardin de l'Ambassade au Koweït sont raisonnables et sont étayées par des éléments de preuve suffisants⁴⁰.

iii) Recommandation

106. Le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de 4 112 f. (US\$ 2 422) au titre des pertes concernant des biens immobiliers.

c) Autres biens corporels

i) Faits et assertions

107. Le requérant demande à être indemnisé de la perte de biens corporels appartenant au Gouvernement néerlandais qui avaient été fournis pour les résidences du personnel des missions diplomatiques au Koweït et en Iraq, ou des dommages causés à ces biens. Initialement, il avait réclamé des montants de 99 160 f. et 160 000 f. pour les pertes subies au Koweït et en Iraq, respectivement. Dans sa réponse à la notification qui lui a été envoyée au titre de l'article 34, le Ministère des affaires étrangères a essayé de porter ces montants à 112 795 f. et 235 313 f., respectivement.

108. En outre, le requérant demande une indemnité d'un montant de 59 889 f. au titre de la valeur de remplacement du matériel de communication que son personnel avait rendu inutilisable, pour des raisons de sécurité, avant la fermeture de ses missions au Koweït et en Iraq, ainsi qu'au titre de la valeur du matériel informatique perdu ou volé à sa chancellerie de Bagdad.

ii) Analyse et évaluation

109. Le Comité note que, suivant les principes énoncés à la section IV.A, la tentative faite par le Ministère des affaires étrangères de majorer les montants réclamés, dans sa réponse à la notification au titre de l'article 34 n'est pas recevable.

110. Dans le premier rapport, le Comité avait décidé que, pour les raisons indiquées au sujet des pertes de biens immobiliers, les pertes de biens corporels se trouvant en Iraq et au Koweït ouvraient droit à indemnisation pour autant que les réclamations correspondantes soient suffisamment étayées par des pièces justificatives ou d'autres éléments de preuve appropriés⁴¹. En appliquant ce raisonnement dans le cas présent, le Comité estime que, le personnel diplomatique du requérant ayant été dans l'impossibilité d'empêcher que les biens corporels du requérant en Iraq et au Koweït ne soient endommagés ou volés pendant la période de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, le lien de causalité entre les pertes de biens corporels du requérant, d'une part, et l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq, d'autre part, a été établi. En conséquence, il décide que la réclamation du Ministère des affaires étrangères au titre de la perte

d'autres biens corporels ouvre droit à indemnisation pour autant qu'elle soit dûment étayée par des pièces justificatives ou d'autres éléments de preuve appropriés.

111. Les pièces fournies à l'appui de cette partie de la réclamation font apparaître que des pertes ont été subies. En conséquence, le Comité estime que, dans la mesure où elles sont suffisamment étayées par des pièces justificatives, ces pertes ouvrent droit à indemnisation, déduction faite de l'amortissement.

iii) Recommandation

112. Le Comité recommande qu'une indemnité d'un montant de 143 571 f. (US\$ 84 553) soit accordée au titre des pertes d'autres biens corporels.

2. Ministère des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau
(No CINU 5000007)

a) Pertes liées à un contrat

i) Faits et assertions

113. Le Ministère des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau demande une indemnité d'un montant total de 725 457 f. au titre des paiements faits en vertu de huit contrats passés avec des entreprises privées pour certains projets de génie civil aux Pays-Bas. Certains de ces contrats comprenaient une clause de "risque" en vertu de laquelle le requérant acceptait de supporter tous frais supplémentaires d'exécution du contrat qu'entraînerait l'augmentation du coût des matériaux de construction et des carburants au-delà d'un certain seuil stipulé. Le requérant affirme que, en conséquence de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, les cours mondiaux de l'huile minérale et du bitume ont augmenté et atteint les plafonds stipulés dans les contrats. Il a donc été obligé de rembourser aux entrepreneurs les surcoûts liés à l'exécution des travaux prévus.

ii) Analyse et évaluation

114. En dépit de la demande qui lui était faite dans la notification au titre de l'article 34, le requérant n'a pas fourni de renseignements sur un certain nombre de points relatifs à la réclamation, par exemple des précisions sur les règlements administratifs uniformes régissant les contrats, des renseignements concernant les prix des carburants avant et après l'invasion du Koweït par l'Iraq, et une description de ce qui avait été fait pour trouver d'autres sources de carburant afin de réduire les montants exigibles en vertu des contrats. Le Comité n'est donc pas en mesure d'établir si les pertes dont le requérant demande à être indemnisé résultent directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. En conséquence, cette réclamation n'ouvre pas droit à indemnisation.

iii) Recommandation

115. Le Comité recommande de ne pas accorder d'indemnité au titre des pertes liées à ces contrats.

3. Ministère des finances
(No CINU 5000056)

a) Dépenses de service public

i) Faits et assertions

116. Le Ministère des finances avait initialement réclamé un montant de 3 453 791 f. au titre des dépenses engagées pour saisir et mettre en sécurité la cargaison d'un navire qui n'avait pu arriver à destination en Iraq par suite de l'invasion du Koweït. Dans une communication datée du 22 avril 1996, le requérant a ramené ce montant à 2 697 768 f.

117. Le requérant affirme que le navire, qui avait été affrété à temps pour le compte d'un affréteur iraquien, a quitté l'Europe à la fin de juillet 1990 avec une cargaison de ciment et d'autres matériaux de construction, dont la majeure partie devait être déchargée en Iraq. Après l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq, la compagnie maritime a déclaré que le contrat d'affrètement était dissous en raison du risque qu'il ne devienne illégal eu égard aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité. En septembre 1990, le navire est retourné à un port des Pays-Bas où il a accosté et où les formalités douanières ont commencé.

118. Le requérant affirme en outre que la cargaison a été considérée comme des marchandises en transit et, en tant que telles, a été assujettie aux réglementations de 1990 relatives à l'import-export avec l'Iraq et le Koweït. Sa destination étant l'Iraq, les autorités ont estimé qu'il existait un risque d'infraction à la législation néerlandaise donnant effet à l'embargo commercial contre l'Iraq (la "loi relative aux sanctions") si on l'autorisait à poursuivre sa route⁴². En septembre 1990, le navire et sa cargaison ont été saisis et remis à l'Inspection des biens d'État conformément à la législation néerlandaise applicable. Selon le requérant, l'État qui saisit le navire assume le coût de la saisie et de la mise en sécurité des marchandises, et il a supporté ces coûts depuis la date de la saisie jusqu'à ce que l'on estime que la cargaison relevait de la responsabilité du maître du navire.

ii) Analyse et évaluation

119. De l'avis du Comité, le fait crucial dans la suite d'événements qui a donné lieu à la réclamation est la saisie du navire et de sa cargaison par les autorités néerlandaises, en application de la loi néerlandaise donnant effet à l'embargo commercial décrété par l'Organisation des Nations Unies.

120. Le Comité note que le paragraphe 6 de la décision 9 du Conseil d'administration prévoit, pour une part, que "l'embargo sur le commerce et les mesures connexes ainsi que la situation économique qui en est issue ne seront pas admis comme base d'indemnisation"⁴³.

121. La décision 15 du Conseil d'administration fournit des orientations supplémentaires quant au caractère indemnisable des pertes liées à l'embargo commercial⁴⁴. Le paragraphe 3 réitère la limitation du caractère indemnisable énoncée au paragraphe 6 de la décision 9 du Conseil d'administration dans les termes suivants : "Bien que l'embargo sur le commerce décrété par l'Organisation des Nations Unies ait été imposé en réaction à l'invasion et à l'occupation du

Koweït par l'Iraq, les pertes imputables uniquement à cet embargo ne sont pas considérées comme ouvrant droit à réparation, parce que le lien de causalité entre l'invasion et les pertes n'est pas suffisamment direct".

122. Le paragraphe 9 de la décision 15 du Conseil d'administration éclaire le sens de l'énoncé du paragraphe 6 de la décision 9 cité au paragraphe 120 ci-dessus. L'alinéa a) du paragraphe 9 de la décision 15 du Conseil d'administration dispose, pour une part, ce qui suit :

"Cette déclaration a pour effet que les pertes, dommages ou préjudices résultant exclusivement de l'embargo sur le commerce et des mesures connexes, ainsi que la situation économique qui en est issue, n'ouvrent pas droit à indemnisation. Par embargo sur le commerce et mesures connexes on entend les interdictions énoncées dans la résolution 661 (1990) et les résolutions pertinentes subséquentes du Conseil de sécurité ainsi que les mesures prises par les États en anticipation et en application de ces résolutions, comme le gel des avoirs par les gouvernements."

123. Le Comité considère que la loi relative aux sanctions constitue "une mesure[s] ... prise[s] par [un][des] État[s] ... en application de [la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité de l'ONU]" au sens de l'alinéa a) du paragraphe 9 de la décision 15 du Conseil d'administration. En conséquence, il estime que toutes dépenses engagées par le requérant par suite de l'application de cette décision sont liées à l'embargo et n'ouvrent pas droit à indemnisation.

iii) Recommandation

124. Le Comité recommande de ne pas accorder d'indemnité au titre des dépenses de service public.

4. Ministère des affaires étrangères, Département des affaires générales
(No CINU 5000057)

a) Dépenses de service public

i) Faits et assertions

125. Le Département des affaires générales du Ministère des affaires étrangères demande une indemnité d'un montant de 257 809 f. au titre des dépenses engagées pour traiter les réclamations émanant de particuliers et de sociétés avant présentation à la Commission.

ii) Analyse et évaluation

126. Pour les raisons indiquées à la section IV.E, le Comité estime que les dépenses engagées pour le traitement des réclamations n'ouvrent pas droit à indemnisation.

iii) Recommandation

127. Le Comité recommande de ne pas accorder d'indemnité au titre des dépenses de service public.

5. Ministère de la défense
(No CINU 5000058)

a) Dépenses de service public

i) Faits et assertions

128. Le Ministère de la défense demande une indemnité de 58 308 007 f. au titre "des activités (non militaires) du Ministère de la défense des Pays-Bas pendant les opérations 'Bouclier du désert' et 'Tempête du désert' menées sous l'égide de l'ONU". Les dépenses invoquées couvrent des denrées alimentaires expédiées en Jordanie; du matériel de protection contre les radiations nucléaires, les armes biologiques et chimiques ("NBC") et du matériel médical expédié en Turquie; les frais de transport du matériel et du personnel; l'achat de fournitures médicales; et des frais supplémentaires de transit par le canal de Suez.

129. Dans la notification qui lui a été envoyée au titre de l'article 34, le requérant était prié de fournir des explications détaillées quant à la nature des opérations et des coûts en question. Dans sa réponse, le Ministère de la défense explique, entre autres, que les denrées alimentaires ont été acheminées en Jordanie le 3 septembre 1990 et "distribuées à la population jordanienne par l'intermédiaire du Gouvernement jordanien"; que le matériel de protection NBC et le matériel médical constituaient des "dons du Gouvernement néerlandais aux réfugiés kurdes"; que les frais de transport du matériel "concernaient des matériels militaires spécifiques qui étaient nécessaires au personnel se trouvant dans la zone de la mission"; que les fournitures médicales ont été achetées "à l'intention du personnel de l'Organisme de défense néerlandais participant aux opérations 'Bouclier du désert' et 'Tempête du désert'"; et que les frais supplémentaires de transit par le canal de Suez "ont trait au passage ou au transit de navires de la marine néerlandaise".

ii) Analyse et évaluation

130. S'agissant de la partie de la réclamation relative aux denrées alimentaires livrées au Gouvernement jordanien pour qu'il les distribue, le Comité estime que les conditions énoncées à la section IV.C concernant le caractère indemnisable des secours fournis par des gouvernements sont remplies. En conséquence, il décide que cette partie de la réclamation ouvre droit à indemnisation pour autant qu'elle soit dûment étayée par des pièces justificatives ou d'autres éléments de preuve appropriés.

131. Pour ce qui est de la partie de la réclamation relative au coût du matériel de protection NBC et du matériel médical fournis aux réfugiés kurdes, le Comité note que, bien qu'il y ait été invité dans la notification envoyée au titre de l'article 34, le requérant n'a pas donné de précisions premièrement quant à la date à laquelle le matériel avait été livré; ni deuxièmement aux textes sur lesquels se fondait la livraison dudit matériel; ni troisièmement expliqué pourquoi il estimait que la fourniture de ce matériel constituait une perte résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. En l'absence de ces renseignements, le Comité n'est pas en mesure d'établir si cette partie de la réclamation porte sur des dépenses résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. En conséquence, il recommande de ne pas accorder d'indemnité au titre de cette partie de la réclamation⁴⁵.

132. Quant aux autres parties de la réclamation, le Comité constate que, soit elles correspondent à la participation des Pays-Bas aux opérations militaires "Bouclier du désert" et "Tempête du désert", soit le requérant, bien qu'il y ait été invité dans la notification au titre de l'article 34, n'a pas fourni d'explications suffisantes permettant au Comité de déterminer l'objet ou la nature des dépenses invoquées. Le Comité estime que la participation des Pays-Bas aux opérations militaires susmentionnées ressortit aux "opérations militaires contre l'Iraq" au sens de la décision 19 du Conseil d'administration⁴⁶. En conséquence, pour les raisons énoncées dans la section IV.B, le coût de ces opérations militaires ne donne pas lieu à indemnisation. Le Comité estime en outre que, faute des explications demandées au sujet des autres pertes invoquées, il n'est pas en mesure de déterminer si elles portent sur des dépenses résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. De ce fait, ces pertes n'ouvrent pas non plus droit à indemnisation.

iii) Recommandation

133. Le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de 226 022 f. (US\$ 133 111) au titre des dépenses de service public.

6. Recommandation concernant le Royaume des Pays-Bas

134. Se fondant sur ses constatations relatives aux réclamations déposées par le Royaume des Pays-Bas, le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de US\$ 220 086.

Tableau 3. Indemnité recommandée pour le Royaume des Pays-Bas

<u>Élément de perte</u>	<u>Montant réclamé (monnaie d'origine) (f.)</u>	<u>Montant réclamé (US\$)</u>	<u>Indemnité recommandée (US\$)</u>
1. Ministère des affaires étrangères			
Contrat	424 650	241 141	Néant
Biens immobiliers	4 564	2 592	2 422
Autres biens corporels	319 049	181 175	84 553
2. Ministère des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau			
Contrat	725 457	411 957	Néant
3. Ministère des finances			
Dépenses de service public	2 697 768	1 531 952	Néant
4. Ministère des affaires étrangères, Département des affaires générales			
Dépenses du service public	257 809	146 399	Néant
5. Ministère de la défense			
Dépenses du service public	58 308 007	33 110 737	133 111
Total	62 737 304	35 625 953	220 086

D. République islamique du Pakistan

1. Division du Cabinet, cellule des secours d'urgence (No CINU 5000103)

135. Dans sa réclamation, la cellule des secours d'urgence de la Division du Cabinet demande une indemnité de 526 000 000 de roupies pakistanaises ("RsP") au titre des frais d'évacuation engagés à la suite de l'invasion du Koweït par l'Iraq. Après avoir examiné la réclamation, le Comité a reclassé les différents éléments de perte qu'elle comportait en trois types de perte - frais d'évacuation, dépenses de service public et paiements consentis ou secours accordés à des tiers.

136. Selon le requérant, le Gouvernement pakistanais a reçu les contributions financières suivantes : a) un montant de US\$ 2,58 millions (équivalant à 15 millions de couronnes norvégiennes) du Gouvernement du Royaume de Norvège ("la Norvège"), à titre de remboursement partiel de l'assistance en espèces qui a été versée aux personnes évacuées à leur arrivée au Pakistan et du coût des moyens de transport, des vivres et des installations d'accueil fournis à ces personnes, b) un montant de US\$ 4,45 millions (équivalant à 3,4 millions d'unités de compte européennes) de la Commission de la Communauté européenne (la "Commission européenne"), à titre de remboursement partiel du coût de l'acheminement de ces personnes vers le Pakistan, par voie aérienne. Il a été demandé à la Norvège et à la Commission européenne de confirmer à quoi correspondaient leurs contributions financières et à quelles dates celles-ci avaient été versées. La Norvège a indiqué dans sa réponse que sa contribution financière avait été virée au Gouvernement pakistanais le 17 décembre 1990, "à seule fin de couvrir les frais de rapatriement des réfugiés du Moyen-Orient". Aucune réponse n'a été reçue de la Commission européenne.

137. Les renseignements fournis ne permettent pas d'établir précisément quel montant de la contribution norvégienne a été alloué à chacun des deux éléments indiqués par le requérant comme constituant ladite contribution. En l'absence d'une répartition précise, le Comité a donc considéré la contribution de la Norvège comme une perte du type "paiements consentis ou secours accordés à des tiers" et la contribution de la Commission européenne comme une perte du type "frais d'évacuation".

a) Frais d'évacuation

i) Faits et assertions

138. Au moment de l'invasion du Koweït par l'Iraq, plus de 100 000 ressortissants pakistanais résidaient soit au Koweït soit en Iraq⁴⁷. Pendant la période allant d'août à octobre 1990, le requérant a organisé une vaste opération d'évacuation pour rapatrier un grand nombre de ces personnes par voies aérienne, terrestre et maritime. À la demande du Gouvernement pakistanais, Pakistan International Airlines ("PIA") a effectué des vols spéciaux à destination d'Amman et de Riyad, d'où elle a rapatrié plus de 18 800 personnes. Le Gouvernement pakistanais a également demandé à la Pakistan National Shipping Corporation ("PNSC") de contribuer à l'effort d'évacuation en envoyant le Shams de Karachi à Aqaba afin de rapatrier 1 659 personnes. Les ambassades pakistanaises à Amman, Ankara, Riyad, Téhéran et Damas, ainsi que le Bureau du Commissaire aux secours au Baluchistan ont aussi largement participé à cette opération et aidé à fournir des articles de première nécessité aux personnes évacuées.

139. La majorité des ressortissants pakistanais qui ont fui le Koweït et l'Iraq sont retournés au Pakistan par la route en traversant la Turquie et l'Iran. Le Gouvernement pakistanais a organisé le transport par car, depuis la Turquie et l'Iran, de certains de ces évacués, mais la majorité de ceux-ci ont passé la frontière iranienne à bord de véhicules privés.

140. Le requérant demande à être indemnisé du coût des opérations de la PIA et de la PNSC, des moyens de transport terrestre mis à la disposition des évacués et des frais d'évacuation engagés par les ambassades du Pakistan et le Bureau du commissaire aux secours au Baluchistan.

141. Le requérant demande aussi à être indemnisé du coût des achats de vivres, de moyens d'hébergement, de couvertures, de médicaments et autres articles de première nécessité destinés aux évacués ainsi que des frais de distribution de ces articles. En outre, il demande une indemnité au titre des dépenses qu'il a dû engager pour fournir des escortes de sécurité, des vivres et un hébergement aux évacués étrangers qui ont traversé le Pakistan.

142. Le requérant demande une indemnité d'un montant total de 222 248 184 RsP au titre des frais d'évacuation.

ii) Analyse et évaluation

143. Le Comité estime que les principes régissant l'indemnisation des frais d'évacuation, qui sont indiqués au paragraphe 44, sont applicables à cette partie de la réclamation de la cellule des secours d'urgence de la Division du Cabinet.

144. En conséquence, le Comité recommande d'accorder une indemnité au titre des dépenses engagées par le requérant pour a) transporter les personnes évacuées jusqu'au Pakistan et, dans le cas des évacués étrangers, à travers ce pays; b) acheter et distribuer des vivres, des moyens d'hébergement, des couvertures, des médicaments et autres articles de première nécessité à ces personnes; c) assurer le retour des évacués en toute sécurité dans leur État d'origine, dans la mesure où ces dépenses sont dûment étayées par les pièces justificatives et autres éléments de preuve appropriés.

145. Le Comité constate que la contribution financière de US\$ 4,45 millions de la Commission européenne a été offerte au Gouvernement pakistanais pour compenser une partie des frais d'évacuation engagés par la cellule des secours d'urgence de la Division du Cabinet. À ce sujet, il note que le paragraphe 3 b) de la décision 13 du Conseil d'administration énonce ce qui suit :

"Lorsque la Commission est informée, soit par le requérant lui-même soit par d'autres sources et avant que des indemnités aient été versées par prélèvement sur le Fonds, que le requérant, ayant présenté une réclamation à l'aide des formulaires C, D, E ou F, a déjà été indemnisé par ailleurs pour la même perte, la somme qui lui aura ainsi été versée sera déduite des indemnités à prélever sur le Fonds en sa faveur pour ladite perte⁴⁸."

146. Le Comité conclut donc qu'un montant de US\$ 4,45 millions⁴⁹ sera déduit du montant total des frais d'évacuation qu'il aurait, sinon, recommandé d'indemniser.

iii) Recommandation

147. Le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de 122 393 976 RsP (US\$ 5 601 555) au titre des frais d'évacuation, après déduction de la contribution financière fournie par la Commission européenne.

b) Dépenses de service public

i) Faits et assertions

148. Le requérant réclame 207 849 RsP au titre des dépenses opérationnelles qu'il a engagées dans le cadre de son opération d'évacuation et de rapatriement (heures supplémentaires, frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des fonctionnaires du Gouvernement, frais de papeterie liés au versement d'une assistance en espèces aux évacués à leur arrivée au Pakistan et honoraires payés aux fonctionnaires du Gouvernement "qui ont été lourdement mis à contribution à l'occasion du rapatriement des personnes touchées par la guerre du Golfe".

ii) Analyse et évaluation

149. Le Comité considère que les principes régissant les dépenses de service public d'ordre général, qui sont énoncés aux paragraphes 56 et 57, sont applicables à cette partie de la réclamation de la cellule des secours d'urgence de la Division du Cabinet.

150. Appliquant ces principes, le Comité constate que le requérant a engagé des dépenses dans l'exercice de ses "fonctions de protection en période d'urgence" et que ces dépenses ne revêtaient pas un caractère extraordinaire qui justifierait l'octroi d'une indemnité.

iii) Recommandation

151. Le Comité recommande de ne pas accorder d'indemnité au titre des dépenses de service public.

c) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers

i) Faits et assertions

152. Le requérant demande à être indemnisé de 295 409 935 RsP au titre de l'assistance en espèces fournie à 53 079 évacués à leur arrivée au Pakistan. Cette assistance, d'un montant de 6 000 RsP, a été offerte à tout "chef de famille" pakistanais évacué du Koweït ou de l'Iraq, pour lui permettre, ainsi qu'à sa famille, de parvenir à leur destination finale au Pakistan.

153. Une indemnité d'un montant total de 8 133 944 RsP est également demandée au titre des dépenses engagées pour acheter des vivres et des secours en nature et les transporter jusqu'au Koweït, en Iran et en Turquie. Les pièces fournies par le requérant en réponse à la notification qui lui a été envoyée au titre de l'article 34 font cependant apparaître que ces vivres et ces secours en nature ont été achetés et expédiés en Iran et en Turquie à l'intention des "réfugiés kurdes d'Iraq", comme suite à une communication de la Division du Cabinet datée du 16 juin 1991.

ii) Analyse et évaluation

154. En ce qui concerne la partie de la réclamation relative à l'assistance en espèces offerte aux évacués, le Comité note que dans le premier rapport, il a été d'avis que "les secours apportés par des gouvernements pour couvrir des dépenses courantes d'un caractère provisoire et extraordinaire résultant de l'obligation où se sont trouvés les intéressés de quitter le Koweït ou l'Iraq" ouvraient droit à indemnisation⁵⁰. En outre, dans le troisième rapport, examinant une demande d'indemnisation analogue au titre des avances de fonds consenties à des évacués pour les aider dans la dernière étape de leur trajet de retour, le Comité a constaté que les avances de fonds consenties par un gouvernement constituaient des "dépenses d'un caractère provisoire et extraordinaire" résultant de l'obligation où s'étaient trouvés les intéressés de quitter l'Iraq et le Koweït, et étaient à ce titre indemnissables⁵¹.

155. Le Comité estime que les mêmes principes sont applicables dans le cas présent et que l'assistance en espèces était destinée à couvrir des dépenses courantes d'un caractère provisoire et extraordinaire. Il décide donc que la réclamation présentée à ce titre ouvre droit à indemnisation pour autant qu'elle soit dûment étayée par des pièces justificatives et autres éléments de preuve appropriés.

156. Quant aux vivres et aux secours en nature fournis aux "réfugiés kurdes d'Iraq", la date à laquelle la décision de prêter assistance a été prise et la destination des marchandises autorisent à penser qu'ils ont été livrés par le Gouvernement pakistanais en application de la résolution 688 (1991) du Conseil de sécurité. Faute de preuve du contraire, le Comité conclut que cette partie de la réclamation ne concerne pas des pertes résultant directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq et, à ce titre, n'ouvre pas droit à indemnisation⁵².

157. Le Comité constate que la contribution financière de la Norvège (US\$ 2,58 millions) a été fournie au Gouvernement pakistanais pour compenser une partie des dépenses engagées par la cellule des secours d'urgence de la Division du Cabinet au titre de paiements consentis ou de secours accordés à des tiers. Il conclut donc que, en conformité avec le paragraphe 3 b) de la décision 13 du Conseil d'administration, un montant de US\$ 2,58 millions⁵³ sera déduit du montant total des dépenses au titre de paiements consentis ou de secours accordés à des tiers qu'il aurait, sinon, recommandé d'indemniser.

iii) Recommandation

158. Le Comité recommande d'octroyer une indemnité d'un montant de 238 907 935 RsP (US\$ 10 934 002) au titre des paiements consentis ou des secours accordés à des tiers, déduction faite de la contribution financière fournie par la Norvège.

2. Division des recettes publiques (No CINU 5000104)a) Paiements consentis ou secours accordés à des tiersi) Faits et assertions

159. Vu le grand nombre de ressortissants pakistanais qui, fuyant l'Iraq et le Koweït à la suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, sont retournés au Pakistan par voie terrestre, la Division des recettes publiques a accordé, à titre humanitaire, à tous les évacués qui sont arrivés au Pakistan par la route une exonération de la taxe d'importation habituellement perçue sur les véhicules. Selon le requérant, 7 414 véhicules immatriculés au Koweït avant le 31 juillet 1990 ont bénéficié de cette exonération. Initialement, la Division des recettes publiques avait réclamé un montant de 4 448 000 000 RsP au titre de la taxe non perçue à ce titre. Cependant, dans sa réponse à la notification envoyée au titre de l'article 34, le requérant a indiqué que 7 269 véhicules seulement avaient bénéficié de l'exonération et a en conséquence ramené le montant demandé à 3 887 000 000 RsP.

ii) Analyse et évaluation

160. Dans la notification au titre de l'article 34, le requérant était invité à fournir, entre autres, des précisions quant au nombre de voitures qui étaient entrées au Pakistan, en provenance du Koweït et de l'Iraq, pendant la période de sept mois (août à mars) correspondante pour les cinq années ayant précédé l'invasion du Koweït par l'Iraq. Le requérant a répondu que "en temps normal, l'importation de véhicules du Koweït et de l'Iraq pendant la période de référence était négligeable. Les seules importations notables de véhicules en provenance... du Koweït et de l'Iraq ont été enregistrées en 1990-1991 et il s'agissait des véhicules des Pakistanais qui fuyaient le Koweït via l'Iraq".

161. Compte tenu de la réponse précitée, le Comité considère que, n'était l'invasion du Koweït par l'Iraq, ces véhicules ne seraient pas entrés au Pakistan et aucune taxe d'importation n'aurait été perçue. Le requérant n'escomptait donc pas percevoir cette taxe sur les véhicules en question. L'invasion et l'occupation du Koweït lui ont donné une possibilité d'encaisser cette taxe, mais il a choisi de ne pas la mettre en recouvrement. De l'avis du Comité, le requérant demande à être indemnisé de la perte de ce qui aurait constitué des bénéfices exceptionnels⁵⁴.

iii) Recommandation

162. Le Comité recommande de ne pas accorder d'indemnité au titre des paiements consentis ou des secours accordés à des tiers.

3. Recommandation concernant la République islamique du Pakistan

163. Se fondant sur ses constatations relatives à la réclamation présentée par la République islamique du Pakistan, le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de US\$ 16 535 557.

Tableau 4. Indemnité recommandée pour la République islamique du Pakistan

<u>Élément de perte</u>	<u>Montant réclamé (monnaie d'origine) (RsP)</u>	<u>Montant réclamé (US\$)</u>	<u>Indemnité recommandée (US\$)</u>
1. Cellule des secours d'urgence de la Division du Cabinet			
Frais d'évacuation	222 248 184	10 223 008	5 601 555
Dépenses de service public	207 849	9 561	Néant
Paiements consentis ou secours accordés à des tiers	303 543 879	13 962 460	10 934 002
2. Division des recettes publiques			
Paiements consentis ou secours accordés à des tiers	3 887 000 000	178 794 848	Néant
Total	4 412 999 912	202 989 877	16 535 557

E. République des Philippines – Réclamation groupée
(No CINU 5000276)

164. Le Gouvernement de la République des Philippines demandait à l'origine une indemnité de US\$ 32 017 236 au titre des dépenses engagées et pertes subies par deux entités gouvernementales – le Ministère des affaires étrangères (le "MAE") et l'Association pour la protection des travailleurs émigrés (l'"OWWA") – ainsi que par la Banque centrale des Philippines (la "BCP"). Dans une communication datée du 8 juillet 1999, le requérant a voulu porter le montant total de sa réclamation à US\$ 42 124 039. Les requêtes de ces trois entités, telles qu'elles ont été reclassées par le Comité, seront examinées à tour de rôle.

165. Le Comité relève, dans le document intitulé "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche de réclamations pour cause de départ de l'Iraq ou du Koweït (réclamations de la catégorie 'A')"⁵⁵, que 41 000 ressortissants philippins environ ont quitté le Koweït ou l'Iraq en août et septembre 1990. Une bonne part du montant réclamé se rapporte aux frais d'évacuation de ces personnes ou aux secours qui leur ont été accordés.

1. Ministère des affaires étrangères (MAE)

a) Frais d'évacuation

i) Faits et assertions

166. Le MAE demande une indemnité de US\$ 1 047 998⁵⁶ au titre des dépenses engagées par les ambassades des Philippines en Iraq et au Koweït au cours de la période allant d'août à novembre 1990 pour évacuer les Philippines qui travaillaient sous contrat dans ces deux pays.

Il s'agit essentiellement de l'affrètement d'autobus pour transporter les personnes évacuées du Koweït vers l'Iraq puis de ce pays vers la Jordanie, de l'obtention des visas d'entrée en Jordanie, de la fourniture d'une assistance alimentaire et médicale et de dépenses opérationnelles afférentes, par exemple, au logement des responsables chargés de l'évacuation, aux frais de téléphone et de photocopie, aux achats de papeterie et aux frais bancaires.

ii) Analyse et évaluation

167. Lors de l'examen des précédentes tranches de réclamations, le Comité a établi les principes qui doivent déterminer si des réclamations ouvrent droit à indemnisation au titre des frais d'évacuation, comme on l'a vu plus haut au paragraphe 44. Le Comité recommande d'accorder des indemnités pour tous les frais d'évacuation réclamés qui entrent dans le cadre fixé par ces principes, pour autant que les réclamations sont étayées par des pièces justificatives et autres éléments de preuve appropriés. Toutefois, pour les raisons indiquées plus haut aux paragraphes 56 et 57, il n'est recommandé de verser aucune indemnité au titre des frais généraux de fonctionnement engagés par les services et responsables gouvernementaux qui ont participé aux opérations d'évacuation, parce que ces frais n'ont pas le caractère extraordinaire qui justifierait qu'ils ouvrent droit à indemnisation.

168. Le Comité relève que les éléments de preuve présentés par le requérant montrent que le montant des pertes au titre desquelles il pourrait être indemnisé est supérieur au montant réclamé. Cela étant, le Comité ne peut recommander une indemnité supérieure à celle qui est demandée. En conséquence, l'indemnité qu'il recommande d'accorder correspond au montant réclamé.

iii) Recommandation

169. Le Comité recommande d'accorder une indemnité de US\$ 1 047 998 au titre des frais d'évacuation.

b) Autres pertes

i) Faits et assertions

170. Le MAE réclame un montant de US\$ 300 000 correspondant au coût estimatif de la préparation et du suivi de sa réclamation auprès de la Commission, qui comprend les honoraires d'avocat, les frais de voyage et d'autres dépenses connexes.

171. À l'origine, il était également demandé une indemnité de US\$ 1 850 089 au titre de "pertes d'opportunité" subies au cours de la période allant du 1er août 1990 au 31 décembre 1994. Dans sa communication du 8 juillet 1999, le MAE a présenté un nouveau montant desdites pertes, à savoir US\$ 2 378 685, qui couvre également la période allant du 1er janvier 1995 au 30 juin 1999.

ii) Analyse et évaluation

172. Pour les raisons indiquées ci-dessus, à la section IV.D, le Comité ne se prononce pas sur la réclamation du MAE concernant les frais de préparation et de suivi de sa requête.

173. Dans sa réponse à la demande de complément d'information qui lui a été adressée en vertu de l'article 34, le requérant explique que le montant qu'il réclame au titre de ce qu'il appelle des "pertes d'opportunité" est "conforme à la décision 16 de la Commission qui stipule qu'il sera alloué des intérêts". Le mode de calcul du montant réclamé par le requérant montre par ailleurs clairement qu'il s'agit d'une réclamation au titre des intérêts afférents au principal du montant demandé par le MAE. Étant donné que le requérant classe lui-même sa réclamation parmi celles qui portent sur des intérêts au sens de la décision 16 du Conseil d'administration, le Comité ne formule aucune recommandation à ce sujet.

iii) Recommandation

174. Le Comité ne formule aucune recommandation concernant les montants réclamés par le MAE au titre des autres dépenses et pertes.

2. Association pour la protection des travailleurs émigrés (OWWA)

a) Autres biens corporels

i) Faits et assertions

175. L'OWWA demande à être indemnisée à hauteur de US\$ 34 988⁵⁷ au titre de la perte de mobilier et de fournitures au Koweït et en Iraq, ainsi que d'un véhicule à moteur au Koweït, qui, selon le requérant, auraient été volés pendant l'occupation.

ii) Analyse et évaluation

176. Conformément aux principes indiqués plus haut au paragraphe 110, le Comité considère que les réclamations au titre de pertes ou de dommages concernant d'autres biens corporels situés en Iraq ou au Koweït ouvrent droit à indemnisation pour autant que ces pertes sont étayées par des pièces justificatives et autres preuves suffisantes, déduction faite de la partie déjà amortie desdits biens.

177. Le Comité considère que les preuves présentées par le requérant sont suffisantes en ce qui concerne les pertes subies au Koweït, mais ne le sont pas dans le cas des pertes subies en Iraq. En conséquence, le Comité recommande qu'il soit indemnisé uniquement au titre des pertes de biens corporels subies au Koweït.

iii) Recommandation

178. Le Comité recommande que soit accordée une indemnité de US\$ 13 917 pour les pertes d'autres biens corporels.

b) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers

i) Faits et assertions

179. L'OWWA réclame une indemnité de US\$ 767 760 pour les aides financières versées aux personnes évacuées du Koweït et d'Iraq à leur arrivée aux Philippines "à titre d'assistance suite à leur évacuation du Moyen-Orient et leur réinstallation".

ii) Analyse et évaluation

180. Le Comité relève que dans ses troisième et quatrième rapports, il a estimé que des réclamations analogues au titre d'aides financières ouvraient droit à indemnisation⁵⁸.

En conséquence, le Comité considère que les versements faisant l'objet de la présente réclamation sont indemnisables, dans la mesure où ils sont suffisamment étayés par des pièces justificatives et autres preuves appropriées.

181. Le requérant a fourni des listes et les bons de décaissement correspondants prouvant qu'environ 5 800 particuliers ou familles ont reçu chacun une aide financière d'un montant net de 2 760 pesos philippins. Le Comité estime que ces versements ouvrent droit à indemnisation. Tel n'est pas le cas, en revanche, de certains frais administratifs ou de gestion non identifiés ni expliqués.

iii) Recommandation

182. Le Comité recommande d'accorder une indemnité de US\$ 570 926 au titre des paiements consentis ou secours accordés à des tiers.

c) Frais d'évacuation

i) Faits et assertions

183. L'OWWA demandait à l'origine une indemnité de US\$ 15 079 584 au titre des dépenses qu'elle a dû engager pour évacuer vers leur pays d'origine les travailleurs philippins sous contrat au Moyen-Orient. Sur ce montant, US\$ 9 612 234 correspondaient au montant que Philippine Airlines ("PAL") aurait facturé pour la mise en place d'un pont aérien destiné à évacuer les ressortissants philippins de la zone du golfe Persique. Dans sa réponse à la demande de complément d'information en vertu de l'article 34, le requérant a ramené ce montant à US\$ 3 192 881, en expliquant que US\$ 6 419 353 étaient inclus dans la réclamation de la catégorie "E" présentée par la PAL. En conséquence, le montant total réclamé a été ramené à US\$ 8 660 231.

184. La réclamation ainsi modifiée se décompose comme suit : US\$ 4 069 202 pour la location d'un appareil de la PAL et l'achat de billets sur diverses autres lignes aériennes; US\$ 1 109 331 pour les frais de fonctionnement et les dépenses logistiques, notamment les dépenses d'alimentation, de logement, de transport et de soins médicaux fournis aux travailleurs, les dépenses engagées par les responsables dépêchés au Moyen-Orient et les frais administratifs; US\$ 3 192 881 correspondant au montant facturé par la PAL pour la mise en place d'un pont

aérien entre le golfe Persique et les Philippines; et US\$ 288 817 pour un certain nombre de dépenses en rapport avec l'évacuation engagées par les ambassades des Philippines.

ii) Analyse et évaluation

185. Le Comité estime que les principes qui ont été mis au point lors de l'examen des tranches précédentes de réclamations pour déterminer si les frais d'évacuation ouvrent droit à indemnisation et qui sont rappelés plus haut au paragraphe 44 s'appliquent à la réclamation de l'OWWA. En conséquence, le Comité recommande d'indemniser l'Association de tous les frais d'évacuation réclamés qui entrent dans le cadre défini par lesdits principes, pour autant que ces frais sont suffisamment étayés par des pièces justificatives et autres éléments de preuve appropriés. Toutefois, pour les raisons indiquées ci-dessus aux paragraphes 56 et 57, il est recommandé de ne pas accorder d'indemnité au titre des frais généraux de fonctionnement engagés par les services et responsables gouvernementaux qui ont participé aux opérations d'évacuation, parce que ces frais n'ont pas le caractère extraordinaire qui justifierait qu'ils ouvrent droit à indemnisation.

186. Le Comité s'est assuré que les dépenses pour lesquelles l'OWWA demande à être indemnisée ne figurent pas également dans la réclamation du MAE.

iii) Recommandation

187. Le Comité recommande qu'une indemnité de US\$ 4 014 229 soit accordée au titre des frais d'évacuation.

d) Autres pertes

i) Faits et assertions

188. L'OWWA demande une indemnité de US\$ 600 000 correspondant au montant estimatif des coûts de préparation et de suivi des réclamations présentées à la Commission, ainsi qu'un montant de US\$ 2 177 225 correspondant aux "honoraires conditionnels d'un cabinet d'avocats privé engagé par l'OWWA".

189. Par ailleurs, il était à l'origine demandé une indemnité de US\$ 5 889 916 au titre de "pertes d'opportunité" subies au cours de la période allant du 1er août 1990 au 31 décembre 1994. Dans sa communication du 8 juillet 1999, l'OWWA a mis à jour les calculs du montant réclamé au titre desdites pertes pour aboutir à un montant de US\$ 11 615 177, qui couvre également la période allant du 1er janvier 1995 au 30 juin 1999.

ii) Analyse et évaluation

190. Pour les raisons indiquées plus haut à la section IV.D, le Comité ne se prononce pas sur les coûts de préparation et de suivi des demandes d'indemnisation de l'OWWA, ni sur les "honoraires conditionnels", que le Comité assimile aux frais d'établissement des réclamations.

191. Dans sa réponse à la demande de complément d'information au titre de l'article 34, le requérant explique que le montant réclamé au titre de ce qu'il appelle des "pertes d'opportunité"

est "conforme à la décision 16 de la Commission, qui stipule qu'il sera alloué des intérêts". En outre, les calculs par lesquels le requérant aboutit à la somme en question montrent clairement qu'il s'agit des intérêts sur le principal du montant réclamé par l'OWWA. Vu que le requérant qualifie sa demande de réclamation au titre d'intérêts au sens de la décision 16 du Conseil d'administration, le Comité ne formule aucune recommandation à ce sujet.

iii) Recommandation

192. Le Comité ne formule aucune recommandation en ce qui concerne les réclamations présentées par l'OWWA au titre des autres dépenses et pertes.

3. Banque centrale des Philippines (BCP)

a) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers

i) Faits et assertions

193. La BCP réclame un montant de US\$ 1 920 257 à titre d'indemnisation pour des billets de banque libellés en dinars koweïtiens que la Banque centrale du Koweït a refusé de racheter. Selon le requérant, les forces irakiennes ont, au cours de l'occupation du Koweït, dérobé des billets de banque des coffres de la Banque centrale du Koweït. Ces billets ont été mis en circulation et certains ont abouti chez des ressortissants philippins travaillant au Koweït, qui les ont ramenés avec eux lorsqu'ils ont été évacués. La BCP a autorisé l'achat de ces billets, en petites quantités, pour alléger les difficultés financières des personnes évacuées. Or, lorsque la BCP a présenté ces billets de banque libellés en dinars koweïtiens à la Banque centrale du Koweït, celle-ci a refusé d'en reprendre le quart environ au motif qu'ils faisaient partie d'une série qui avait été volée et ultérieurement annulée.

194. La BCP réclame également un montant de US\$ 79 857 à titre d'indemnisation pour des billets de banque libellés en dinars irakiens qu'elle avait achetés à des travailleurs philippins rapatriés selon les mêmes modalités que les billets libellés en dinars koweïtiens.

195. Dans la notification au titre de l'article 34 qui lui a été adressée, il était demandé à la BCP de présenter les billets de banque libellés en dinars koweïtiens et en dinars irakiens qui font l'objet de ses réclamations. Ces coupures ont été communiquées à la Commission, aux fins de vérification, en juillet 1999.

ii) Analyse et évaluation

196. En ce qui concerne les billets de banque libellés en dinars koweïtiens dont le rachat a été refusé, le Comité rappelle que dans son premier rapport, il avait examiné la réclamation du Consul honoraire de Sri Lanka en Jordanie. Celui-ci, à titre humanitaire, avait échangé des dinars koweïtiens contre d'autres monnaies convertibles pour venir en aide à des personnes évacuées qui fuyaient le Koweït. Le Consul honoraire n'avait pas pu obtenir le rachat de certains de ces billets de banque, qui faisaient partie de séries annulées. Le Comité note qu'en vertu de la décision 7 du Conseil d'administration, les pertes ou préjudices subis à la suite des "actions commises par des fonctionnaires, des salariés ou des agents du Gouvernement irakien ou d'entités placées sous son

contrôle pendant cette période à l'occasion de l'invasion ou de l'occupation" doivent être considérés comme des pertes directes⁵⁹. À cet égard, le Comité avait constaté ce qui suit :

"En l'espèce, il y a un lien direct entre le vol et la mise en circulation par des agents du Gouvernement iraquien de billets de banque libellés en dinars de la Banque centrale du Koweït, d'une part, et, de l'autre, la perte subie par le requérant. Les éléments de preuve joints à la réclamation montrent aussi que les opérations de change ont été réalisées sur de faibles montants pour apporter aux réfugiés sri-lankais en Jordanie une assistance provisoire et extraordinaire aux fins de leur évacuation de la région. ... Le Comité décide par conséquent que la perte subie par le requérant en se faisant remettre des billets libellés en dinars koweïtiens qui étaient volés doit être indemnisée, pour autant que la réclamation correspondante soit suffisamment étayée par des pièces justificatives ou d'autres éléments de preuve appropriés"⁶⁰.

197. Dans le cas présent, le Comité estime que les éléments de preuve présentés montrent que les opérations de change effectuées par la BCP constituaient une forme d'aide temporaire et extraordinaire aux personnes évacuées. Il est donc d'avis que les pertes subies par la BCP par suite de l'échange de billets en dinars koweïtiens volés ouvrent droit à indemnisation, pour autant que la réclamation est suffisamment étayée par des pièces justificatives et d'autres éléments de preuve appropriés.

198. S'agissant de la réclamation portant sur les billets de banque en dinars irakiens détenus par la BCP, le Comité relève qu'en dépit de la demande d'éclaircissements adressée en vertu de l'article 34 à propos de la nature exacte de la perte, la seule explication fournie est que ces billets "n'ont pas pu être rapatriés en Iraq au cours de la guerre du Golfe". Aucun détail n'est donné quant aux efforts faits depuis la fin de l'occupation du Koweït pour obtenir le rachat des dinars, ni quant au mode d'évaluation du montant réclamé. Le Comité estime que les billets de banque libellés en dinars irakiens et ceux libellés en dinars koweïtiens ne doivent pas être traités de la même manière, les premiers n'ayant pas été annulés. Le Comité estime en outre que si la BCP a peut-être subi une perte en ce qui concerne les billets irakiens, faute d'une quelconque explication quant à la nature de cette perte, il ne saurait recommander aucune indemnité à ce titre.

iii) Recommandation

199. Le Comité recommande qu'une indemnité de US\$ 1 920 257 soit accordée au titre des billets de banque libellés en dinars koweïtiens que la BCP détient et dont elle n'a pas pu obtenir le rachat. Il n'est recommandé aucune indemnité en ce qui concerne les billets de banque libellés en dinars irakiens.

b) Autres pertes

i) Faits et assertions

200. La BCP réclame US\$ 300 000 correspondant au coût estimatif des dépenses engagées pour établir le dossier présenté à la Commission et en assurer le suivi.

201. En outre, il était demandé au départ un montant de US\$ 1 969 562 au titre de "pertes d'opportunité" subies, pour cause de non-rachat des billets de banque, au cours de la période allant du 1er août 1990 au 31 décembre 1994. Dans sa communication du 8 juillet 1999, la BCP a présenté un nouveau calcul desdites "pertes d'opportunité" aboutissant à un montant de US\$ 2 532 294 qui couvre également la période allant du 1er janvier 1995 au 30 juin 1999.

ii) Analyse et évaluation

202. Pour les raisons indiquées plus haut à la section IV.D, le Comité ne se prononce pas sur la réclamation de la BCP relative aux coûts d'établissement et de suivi du dossier de réclamation.

203. Dans sa réponse à la demande d'éclaircissements qui lui a été adressée en vertu de l'article 34, le requérant précise que sa réclamation au titre de pertes dites "d'opportunité" est "conforme à la décision No 16 de la Commission qui stipule qu'il sera alloué des intérêts". Par ailleurs, le mode de calcul de la somme en cause montre clairement qu'il s'agit d'une demande d'intérêts sur le principal du montant réclamé par la BCP. Étant donné que le requérant qualifie sa réclamation de demande d'intérêts relevant de la décision 16 du Conseil d'administration, le Comité ne formule aucune recommandation à son sujet.

iii) Recommandation

204. Le Comité ne formule aucune recommandation en ce qui concerne la réclamation de la BCP relative aux "autres dépenses et pertes".

4. Recommandation concernant la République des Philippines

205. Sur la base de ses constatations concernant la réclamation de la République des Philippines, le Comité recommande que soit allouée une indemnité d'un montant de US\$ 7 567 327.

Tableau 5. Indemnité recommandée pour la République des Philippines

<u>Élément de perte</u>		<u>Montant réclamé</u> <u>(monnaie d'origine)</u> <u>(US\$)</u>	<u>Indemnité</u> <u>recommandée</u> <u>e (US\$)</u>
1.	Ministère des affaires étrangères		
	Frais d'évacuation	1 047 998	1 047 998
	Autres pertes <u>a/</u>	4 528 774	néant
2.	Association pour la protection des travailleurs émigrés		
	Autres biens corporels	34 988	13 917
	Palements consentis ou secours accordés à des tiers	767 760	570 926
	Frais d'évacuation	8 660 2	4 014
	Autres pertes <u>a/</u>	20 282 3	néant
3.	Banque centrale des Philippines		
	Palements consentis ou secours accordés à des tiers	2 000 1	1 920
	Autres pertes <u>a/</u>	4 801 8	néant
Total		42 124 0	7 567

a/ Cet élément de perte comprend des intérêts. Voir plus haut section IV.G.

F. République socialiste démocratique de Sri Lanka - Banque centrale de Sri Lanka
(No CINU 5000081)

1. Palements consentis ou secours accordés à des tiers

a) Faits et assertions

206. La Banque centrale de Sri Lanka demande à être indemnisée à raison des billets de banque libellés en dinars koweïtiens qui ont été introduits dans le pays par des ressortissants sri-lankais évacués du Moyen-Orient et qui ont été échangés par des banques commerciales sur ses instructions et avec son autorisation. Selon le requérant, la Banque centrale du Koweït a refusé de racheter ces billets à la Banque centrale de Sri Lanka au motif qu'ils faisaient partie d'une série volée et ultérieurement annulée. L'établissement sri-lankais demande à être indemnisé à hauteur de DK 871 127.

207. Dans sa réponse à la demande d'éclaircissements qui lui a été adressée en vertu de l'article 34, le requérant a indiqué que la Banque centrale du Koweït avait retourné les billets de banque en question à l'ambassade de Sri Lanka au Koweït. Une équipe de vérification composée de deux membres du secrétariat a inspecté les billets dans les locaux de cette ambassade.

b) Analyse et évaluation

208. Les éléments de preuve fournis démontrent que les opérations de change de ces billets de banque portaient sur de petits montants destinés à apporter une aide de caractère provisoire et extraordinaire aux personnes évacuées. Pour les raisons indiquées plus haut au paragraphe 196, le Comité estime donc que la perte subie par le requérant par suite du change de billets de banque en dinars koweïtiens volés ouvre droit à indemnisation pour autant que la réclamation correspondante est suffisamment étayée par des pièces justificatives et d'autres moyens de preuve appropriés.

c) Recommandation

209. Le Comité recommande qu'une indemnité d'un montant de DK 855 352 (US\$ 2 959 696) soit accordée au titre des paiements consentis ou secours accordés à des tiers.

2. Recommandation concernant la République socialiste démocratique de Sri Lanka

210. Se fondant sur ses constatations relatives à la réclamation de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, le Comité recommande l'octroi d'une indemnité de US\$ 2 959 696.

Tableau 6. Indemnité recommandée pour la République démocratique socialiste de Sri Lanka

<u>Élément de perte</u>	<u>Montant réclamé (monnaie d'origine) (DK)</u>	<u>Montant réclamé (US\$)</u>	<u>Indemnité recommandée (US\$)</u>
Paielements consentis ou secours accordés à des tiers	871 127	3 014 280	2 959 696
Total	871 127	3 014 280	2 959 696

G. République tunisienne - Agence tunisienne pour l'emploi
(No CINU 5000302)

1. Paielements consentis ou secours accordés à des tiers

a) Faits et assertions

211. Le requérant demande à être indemnisé à hauteur de US\$ 1 000 000 pour des paiements consentis à près de 300 personnes évacuées.

b) Analyse et évaluation

212. Bien qu'il lui ait été demandé dans une notification adressée en vertu de l'article 34 de fournir un complément d'information sur la nature des versements effectués en faveur des personnes évacuées ainsi que des justificatifs de paiement, le requérant n'a fourni aucune explication ni preuve étayant sa réclamation.

213. Faute de renseignements ou d'éléments de preuve supplémentaires à l'appui de la réclamation, le Comité ne peut déterminer si la perte invoquée dans la réclamation résultait directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. En conséquence, cette partie de la réclamation n'ouvre pas droit à indemnisation.

c) Recommandation

214. Le Comité recommande qu'aucune indemnité ne soit accordée au titre des paiements consentis ou secours accordés à des tiers.

2. Dépenses de service public

a) Faits et assertions

215. Le requérant demande à être indemnisé à hauteur de US\$ 200 000 pour des dépenses extraordinaires engagées pour assurer la réinsertion des Tunisiens évacués du Koweït.

b) Analyse et évaluation

216. Par une notification adressée en vertu de l'article 34, il a été demandé au requérant d'expliquer dans le détail sur quoi se fonde sa réclamation au titre de dépenses extraordinaires et de fournir des éléments de preuve quant à la manière dont les fonds ont été dépensés. Le requérant n'a communiqué dans sa réponse aucun renseignement ni document pertinent.

217. Faute d'informations ou d'éléments de preuve supplémentaires à l'appui de cette partie de la réclamation, le Comité ne peut déterminer si la perte motivant la demande d'indemnisation résultait directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Par conséquent, il estime également que cette partie de la réclamation n'ouvre pas droit à indemnisation.

c) Recommandation

218. Le Comité recommande de n'accorder aucune indemnité au titre des dépenses de service public.

3. Recommandation concernant la République tunisienne

219. Se fondant sur ses constatations relatives à la réclamation de la République tunisienne, le Comité recommande de n'allouer aucune indemnité.

Tableau 7. Indemnité recommandée pour la République tunisienne

<u>Élément de perte</u>	<u>Montant réclamé</u> <u>(monnaie d'origine)</u> <u>(US\$)</u>	<u>Indemnité</u> <u>recommandé</u> <u>e (US\$)</u>
Paievements consentis ou secours accordés à des tiers	1 000 000	néant
Dépenses de service public	200 000	néant
Total	1 200 0	néant

H. République turque1. Ministère des communications : Direction générale des aéroports d'État
(No CINU 5000152)a) Pertes liées à un contrati) Faits et assertions

220. Le Ministère des communications a initialement demandé un montant de US\$ 81 279 au titre du principal - auquel s'ajoutent US\$ 41 058 au titre des intérêts - correspondant aux sommes dues par la compagnie aérienne Iraqi Airways pour la location de bureaux à l'aéroport international Atatürk d'Ankara et pour les services qui lui ont été fournis dans les aéroports internationaux de la Turquie. Selon les pièces justificatives fournies, la location des bureaux porte sur la période allant d'octobre 1990 à septembre 1994 et les services d'aéroport sur la période de janvier 1990 à septembre 1994.

221. Dans des communications datées des 4 février et 24 novembre 1997, le requérant a calculé le montant des intérêts mis à jour, soit US\$ 18 532 et US\$ 3 357 respectivement. La communication du 24 novembre 1997, faisait en outre état d'une majoration de US\$ 117 387, du principal réclamé au titre de la location des locaux et des prestations aéroportuaires, l'intérêt correspondant étant porté à US\$ 36 216. Dans la même communication, le requérant a demandé à être indemnisé de deux nouveaux éléments de perte chiffrés comme suit : US\$ 90 101 - ainsi que des intérêts d'un montant de US\$ 23 792 - pour des services fournis par les aéroports turcs aux appareils de la Force opérationnelle interalliée et US\$ 28 870 028 pour le manque à gagner résultant de l'annulation des vols entre la Turquie et l'Iraq du fait de l'embargo imposé par l'ONU. Enfin, dans sa réponse de mars 1999 à la notification qui lui avait été adressée au titre de l'article 34, le requérant a réduit de US\$ 1 000 le montant du principal réclamé au titre de la location des bureaux et des services aéroportuaires (US\$ 198 666) en raison d'une erreur de calcul.

ii) Analyse et évaluation

222. Conformément aux principes énoncés à la section IV.A ci-dessus, le Comité constate que la réduction du montant réclamé qui a été opérée dans la réponse à la notification adressée au titre de l'article 34 est admissible, de même que les majorations apportées aux montants réclamés pour la location et les services d'aéroport, vu que ces majorations ont été effectuées avant le 11 mai 1998. Cependant, le Comité considère que les demandes d'indemnisation concernant les services fournis à la Force opérationnelle interalliée et le manque à gagner invoqué, introduites pour la première fois dans la communication datée du 24 novembre 1997, sont assimilables à des réclamations nouvelles et, en tant que telles, ne sont pas admissibles, les délais n'ayant pas été observés.

223. En ce qui concerne les services d'aéroport fournis avant la date de l'invasion du Koweït par l'Iraq, le Comité note que le paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité dispose :

"[Q]ue l'Iraq, sans préjudice de ses dettes et obligations antérieures au 2 août 1990, qui seront traitées par les voies normales, est responsable, en vertu du droit international, de toute perte ... et de tous autres préjudices directs subis ... du fait de son invasion et de son occupation illicites du Koweït."

224. Le Comité note en outre que le Comité "E2" a, dans son premier rapport, examiné la question de l'indemnisation des dettes de l'Iraq antérieures à l'invasion et à l'occupation du Koweït et a formulé la conclusion ci-après :

"[L]e Comité de commissaires estime que la règle qui traduit le mieux l'intention du Conseil de sécurité exprimée dans la résolution 687 (1991) est la suivante :

Dans le cas de contrats avec l'Iraq où l'exécution de l'acte ayant donné naissance à la dette initiale avait eu lieu plus de trois mois avant le 2 août 1990, c'est-à-dire avant le 2 mai 1990, les réclamations se rapportant à des impayés, en nature ou en espèces, ne relèvent pas de la compétence de la Commission, étant donné qu'il s'agit de dettes ou d'obligations antérieures au 2 août 1990.

Au sens où le Comité l'entend aux fins de la règle susmentionnée, le terme "exécution" peut signifier l'exécution totale d'un contrat, mais aussi son exécution partielle s'il avait été entendu qu'un paiement serait effectué pour cette exécution partielle"⁶¹.

225. Le Comité considère que le même raisonnement s'applique en l'espèce. La partie de la réclamation portant sur les services d'aéroport fournis avant le 2 mai 1990 ne donne donc pas lieu à indemnisation. Cependant la réclamation relative aux pertes résultant de la fourniture de services d'aéroport entre le 2 mai et le 2 août 1990 est indemnisable pour autant qu'elle est étayée par des pièces justificatives et d'autres moyens de preuve appropriés.

226. En ce qui concerne les bureaux et services d'aéroport fournis après le 2 août 1990, le Comité note que, dans sa résolution 661 (1990), le Conseil de sécurité a imposé un embargo commercial à l'égard de l'Iraq à compter du 6 août 1990. Cependant, vu que les circonstances dans

lesquelles les bureaux et services en question ont été mis à disposition après le 2 août 1990 restent relativement floues et qu'une interprétation littérale de la résolution précitée ne permet pas a priori de penser que les services fournis à l'extérieur de l'Iraq entrent en ligne de compte, le Comité considère que l'embargo sur le commerce n'exclut pas en l'occurrence l'octroi d'une indemnisation. Il n'en reste pas moins que, lors du lancement des opérations militaires des forces armées de la Coalition alliée contre l'Iraq le 16 janvier 1991, le requérant aurait dû - d'autant que la Turquie était membre desdites forces armées - prendre des dispositions pour réduire ses pertes en cessant de mettre à disposition ses bureaux et services d'aéroport. Le Comité estime qu'à cette époque le requérant aurait dû se rendre compte que la possibilité de maintenir sa relation contractuelle avec Iraqi Airways était sérieusement compromise. Par conséquent, les parties de la réclamation portant sur les bureaux et services d'aéroport fournis après le 16 janvier 1991 ne sont pas indemnisables.

227. Compte tenu de ce qui précède, le Comité constate que les parties de la réclamation ayant trait à la fourniture de bureaux entre octobre 1990 et le 16 janvier 1991 et aux prestations aéroportuaires assurées entre le 2 août 1990 et le 16 janvier 1991 donnent lieu à indemnisation dans la mesure où elles sont étayées par des pièces justificatives et autres moyens de preuve appropriés.

228. Le Comité estime que la partie de la réclamation portant sur les intérêts entre dans le champ d'application de la décision 16 du Conseil d'administration, comme on l'a vu à la section IV.G ci-dessus.

iii) Recommandation

229. Le Comité recommande d'allouer une indemnité de US\$ 130 424 au titre des pertes liées à un contrat et ne fait aucune recommandation concernant les intérêts.

2. Ministère des travaux publics et de l'habitat : Direction générale des ouvrages hydrauliques d'État (No CINU 5000156)

a) Dépenses de service public

i) Faits et assertions

230. Le Ministère des travaux publics et de l'habitat déclare être le principal organisme de tutelle en matière de mise en valeur des ressources foncières et des ressources en eau en Turquie. Ses responsabilités englobent essentiellement la construction de barrages et de réseaux d'irrigation ainsi que l'entretien et le fonctionnement des systèmes d'adduction d'eau dans les agglomérations. Le service compétent emploie du personnel et possède des machines lui permettant d'exécuter les travaux susmentionnés. D'après le requérant, une partie de sa main-d'œuvre et de ses équipements a été réquisitionnée pendant la période de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq "en vue de mobiliser et de déplacer du matériel de défense civil et militaire pour résister aux contre-opérations militaires et à la menace d'action militaire" au sud-est de la Turquie. Une indemnisation de US\$ 5 954 908 est demandée au titre des sommes versées aux employés chargés de faire fonctionner les engins réquisitionnés, des coûts d'exploitation, d'entretien et de réparation

de ces engins et de leur amortissement pendant la période de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

ii) Analyse et évaluation

231. Dans une notification adressée au titre de l'article 34, le requérant a été invité à fournir des précisions sur la nature des activités pour lesquelles le matériel réquisitionné a été utilisé, ainsi qu'une copie du décret autorisant cette réquisition. La réponse du requérant ne fournit aucun éclaircissement quant à la nature des opérations ou à l'utilisation qui a été faite des engins. Concernant le décret, le requérant a répondu qu'il s'agissait d'un "document officiellement classé secret dont la diffusion à des tiers était soumise à des restrictions".

232. Le Comité n'a pu s'assurer, d'après les pièces communiquées, que les dépenses invoquées n'étaient pas d'ordre militaire, compte tenu notamment du caractère secret du décret pertinent et du type de matériel censé avoir été réquisitionné, à savoir des remorques surbaissées, des camions, des camionnettes, des chariots élévateurs et des bulldozers, autrement dit des engins normalement utilisés pour transporter des équipements lourds et construire des fortifications. Le Comité considère donc que la réclamation porte sur des dépenses militaires et, de ce fait, ne donne pas lieu à indemnisation pour les raisons indiquées à la section IV.B ci-dessus.

iii) Recommandation

233. Le Comité recommande de n'allouer aucune indemnité au titre des dépenses de service public.

3. Recommandation concernant la République turque

234. Se fondant sur ses constatations relatives aux réclamations présentées par la République turque, le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de US\$ 130 424.

Tableau 8. Indemnité recommandée pour la République turque

<u>Élément de perte</u>		<u>Montant réclamé</u> <u>(monnaie d'origine)</u> <u>(US\$)</u>	<u>Indemnité</u> <u>recommandée</u> <u>(US\$)</u>
1.	Ministère des communications : Direction générale des aéroports d'État Pertes liées au contrat a/	296 829	130 424
2.	Ministère des travaux publics et de l'habitat : Direction générale des ouvrages hydrauliques d'État Dépenses de service public	5 954 908	néant
Total		6 251 737	130 424

a/ Cet élément de perte comprend des intérêts. Voir la section IV.G ci-dessus.

I. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - Foreign and Commonwealth Office (No CINU 5000077)

235. Le Royaume-Uni a initialement demandé une indemnité d'un montant total de 2 948 831 livres sterling ("£") au titre des frais engagés par cinq départements du Foreign and Commonwealth Office (Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth), à savoir : le Département des biens d'outre-mer; le Département des services d'appui; le Département consulaire; le Département des services du personnel; et le Département chargé des questions de nationalité, des traités et des réclamations. Cependant, dans une communication datée du 27 avril 1998, le requérant a augmenté le montant de l'indemnité réclamée par le Département chargé des questions de nationalité, des traités et des réclamations de £ 268 754, portant le montant total de la réclamation du Royaume-Uni à £ 3 217 585. Les demandes d'indemnisation de chaque département, telles qu'elles ont été reclassées par le Comité, sont passées en revue ci-après.

1. Département des biens d'outre-mer

236. Le Département des biens d'outre-mer, qui déclare être responsable des biens diplomatiques situés au Koweït et en Iraq, demande une indemnité d'un montant total de £ 1 427 815.

a) Pertes liées à un contrat

i) Faits et assertions

237. Le Département des biens d'outre-mer réclame £ 171 832 à titre d'indemnité pour le paiement d'avance du loyer de sa "concession diplomatique" au Koweït pour la période allant d'août 1990 à février 1991 et £ 262 730 pour les frais juridiques "associés au renouvellement et à la résiliation de baux" et correspondant aux "exigences légales de fin de contrat" concernant des biens loués en Iraq.

ii) Analyse et évaluation

238. Au sujet du loyer payé d'avance pour la période de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, le Comité note que, pour les raisons indiquées au paragraphe 101 ci-dessus, cette partie de la réclamation ne donne pas lieu à indemnisation.

239. Pour ce qui est des frais juridiques se rapportant aux biens loués en Iraq, le Comité constate qu'en dépit d'une demande formulée dans la notification qui lui avait été adressée au titre de l'article 34, le requérant n'a fourni aucune précision quant à la nature de ces frais, ni apporté la moindre preuve qu'ils avaient effectivement été payés. Les renseignements et justificatifs voulus n'ayant pas été communiqués, le Comité estime que cette partie de la réclamation ne répond pas aux normes fixées par la Commission en matière de preuve et ne doit donc pas être indemnisée.

iv) Recommandation

240. Le Comité recommande de n'attribuer aucune indemnité pour les pertes liées à un contrat.

b) Biens immobiliers et autres biens corporels

i) Faits et assertions

241. Le Département des biens d'outremer réclame £ 993 253 pour les frais de remise en état de sa "concession diplomatique" au Koweït, pour la dégradation d'un "ensemble de bureaux" en Iraq et pour des biens corporels perdus, endommagés ou pillés au Koweït et en Iraq, notamment quatre peintures estimées à £ 1 350 qui auraient disparu de la résidence de l'Ambassadeur du Royaume-Uni en Iraq.

ii) Analyse et évaluation

242. Au sujet des demandes d'indemnisation portant sur les frais de remise en état et la dégradation de locaux, le Comité constate qu'en dépit d'une demande faite en ce sens dans la notification adressée au titre de l'article 34, le requérant n'a fourni aucune pièce justificative à l'appui de sa réclamation. Le Comité estime donc que les normes exigées par la Commission en matière de preuves n'ont pas été satisfaites et qu'il n'y a pas lieu d'indemniser le requérant.

243. De même, le requérant n'a produit aucun moyen de preuve à l'appui de sa réclamation relative aux biens corporels perdus, endommagés ou pillés, si ce n'est une lettre adressée au requérant par l'organisme responsable des collections d'art de l'État, datée du 13 juillet 1994, faisant état de la perte de quatre peintures. Le Comité recommande donc d'allouer une indemnité uniquement pour la perte des quatre tableaux en question.

244. Le seul justificatif attestant la valeur de ces tableaux est l'estimation figurant dans la lettre susmentionnée. Il convient donc d'appliquer une déduction à l'indemnité recommandée pour tenir compte de l'absence de pièces justificatives complémentaires concernant la valeur des peintures.

iii) Recommandation

245. Le Comité recommande d'accorder une indemnité de £ 700 (US\$ 1 357) au titre des pertes de biens immobiliers et autres biens corporels.

2. Département des services d'appui

a) Autres biens corporels

i) Faits et assertions

246. Le Département des services d'appui, qui déclare être responsable des moyens de transport officiels du Gouvernement, demande à être indemnisé de £ 56 185 pour la perte du véhicule blindé officiel de l'Ambassadeur du Royaume-Uni au Koweït.

ii) Analyse et évaluation

247. Pour les raisons indiquées ci-dessus au paragraphe 110, le Comité estime que la perte subie par le Département des services d'appui donne lieu à indemnisation dans la mesure où elle est

corroborée par des pièces justificatives et autres éléments de preuve appropriés, un ajustement étant opéré au titre de l'amortissement.

iii) Recommandation

248. Le Comité recommande d'allouer une indemnité de £ 35 237 (US\$ 68 289) pour la perte d'autres biens corporels.

3. Département consulaire

a) Dépenses de service public

i) Faits et assertions

249. Le Département consulaire demande à être indemnisé de £ 771 784 pour le coût de masques à gaz et de vêtements de protection fournis aux missions diplomatiques britanniques dans la zone du golfe Persique.

ii) Analyse et évaluation

250. Pour les raisons précisées ci-dessus au paragraphe 59, le coût des masques à gaz et des vêtements de protection donne lieu à indemnisation pour autant qu'ils ont été fournis aux missions diplomatiques en Iraq, au Koweït, en Israël et en Arabie saoudite. Sauf dans le cas de la mission britannique à Riyad (Arabie saoudite), le matériel de protection en question n'a pas été fourni aux missions diplomatiques installées dans ces quatre États. Le Comité estime donc que seules les dépenses invoquées au sujet de la mission de Riyad sont indemnisables, dans la mesure où elles sont corroborées par des pièces justificatives et autres éléments de preuve appropriés.

251. Dans la notification adressée au titre de l'article 34, le requérant a été prié d'indiquer les zones dans lesquelles les masques à gaz ont été envoyés. Le requérant a indiqué dans sa réponse le nombre de personnes dont ses missions diplomatiques étaient responsables en Arabie saoudite, au Qatar et à Bahreïn. D'après les renseignements fournis, le Comité juge ces indications suffisantes pour estimer le nombre de masques à gaz fournis ou distribués à la mission diplomatique britannique en Arabie saoudite.

252. Par ailleurs, sur la base des renseignements fournis au sujet du coût du matériel, de sa destination et du nombre de masques à gaz renvoyés au requérant à la fin de l'occupation du Koweït, le Comité a pu également calculer le coût de la livraison de masques à gaz à la mission diplomatique britannique en Arabie saoudite.

253. Le requérant n'a pas fourni de précisions ou de preuves suffisantes à l'appui de sa réclamation relative au coût des vêtements de protection livrés aux missions diplomatiques britanniques dans la zone du golfe Persique. Le Comité estime donc que cette réclamation ne satisfait pas aux normes exigées par la Commission en matière de preuve et n'a pas à être indemnisée.

iii) Recommandation

254. Le Comité recommande d'accorder une indemnité de £ 161 772 (US\$ 313 512) au titre des dépenses de service public.

4. Département des services du personnel

a) Paiements consentis ou secours accordés à des tiers

i) Faits et assertions

255. Le Département des services du personnel demande à être indemnisé de £ 249 591 pour le remboursement des biens personnels de 23 membres du corps diplomatique qui se trouvaient en Iraq et au Koweït lors de l'invasion du Koweït par l'Iraq.

ii) Analyse et évaluation

256. Dans le quatrième rapport, le Comité a examiné des demandes analogues de remboursements au titre de la perte de biens personnels présentées par des requérants qui n'étaient nullement tenus par leurs obligations contractuelles d'indemniser leurs employés. Il a estimé que le paragraphe 36 de la décision 7 du Conseil d'administration, qui stipule qu'une indemnisation peut être accordée pour "couvrir le remboursement des indemnités versées ou de l'aide apportée par des États ou des organisations internationales à des tiers ... en compensation de pertes répondant à l'un des critères adoptés par le Conseil" avait pour effet de "rendre indemnisables les réclamations portant sur des paiements consentis par les gouvernements pour des pertes au titre desquelles les bénéficiaires desdits paiements auraient été en droit de présenter des réclamations individuelles à la Commission, pour autant que les différentes pertes correspondantes soient indemnisables selon les critères définis par la Commission pour les réclamations individuelles"⁶².

257. Le Comité note que, comme dans le cas des bénéficiaires des remboursements visés dans le quatrième rapport, les membres du corps diplomatique britannique dont il est question dans la tranche considérée auraient pu déposer des réclamations individuelles auprès de la Commission dans les catégories "C" et "D" au titre de leurs pertes de biens personnels. Le Comité constate donc que la réclamation du Département des services du personnel relative au remboursement des sommes en cause est en principe indemnisable.

258. Bien qu'il lui ait été demandé, dans la notification adressée au titre de l'article 34, de fournir un justificatif de paiement attestant les remboursements effectués ainsi que des preuves des pertes correspondantes, le requérant a communiqué les pièces justificatives voulues uniquement pour certains des bénéficiaires des remboursements. Le Comité recommande donc de n'allouer une indemnité que pour les paiements qui sont corroborés par des moyens de preuve suffisants, un ajustement étant opéré au titre de l'amortissement.

iii) Recommandation

259. Le Comité recommande d'allouer une indemnité de £ 60 257 (US\$ 116 777) pour les paiements consentis ou les secours accordés à des tiers.

b) Dépenses de service public

i) Faits et assertions

260. Le Département des services du personnel demande également à être indemnisé de £ 125 240 pour des dépenses accessoires (logement, communications téléphoniques, indemnités de subsistance, etc.) engagées lorsque les membres du corps diplomatique qui avaient subi des pertes de biens personnels ont été rappelés au Royaume-Uni depuis leurs lieux d'affectation ultérieurs en vue d'inspecter leurs effets récupérés au Koweït.

ii) Analyse et évaluation

261. Le Comité constate que, bien qu'il ait été demandé au requérant dans une notification adressée au titre de l'article 34 de fournir des documents attestant le montant des frais pour lesquels une indemnisation est demandée, aucune pièce justificative n'a été communiquée à l'appui de cette partie de la réclamation. Le Comité estime donc que celle-ci ne répond aux normes de la Commission en matière de preuve et ne saurait être indemnisée.

iii) Recommandation

262. Le Comité recommande de n'allouer aucune indemnité au titre des dépenses de service public.

5. Département chargé des questions de nationalité, des traités et des réclamations

a) Dépenses de service public

i) Faits et assertions

263. Le Département chargé des questions de nationalité, des traités et des réclamations a initialement demandé à être indemnisé d'un montant de £ 318 216 au titre des dépenses engagées pour traiter les réclamations individuelles et les réclamations émanant de personnes morales présentées à la Commission par des ressortissants et des sociétés britanniques. Dans une communication datée du 27 avril 1998, le requérant a porté le montant réclamé à £ 586 970.

ii) Analyse et évaluation

264. Conformément aux principes énoncés ci-dessus à la section IV.A, la majoration du montant réclamé est admissible. Cependant, pour les raisons indiquées à la section IV.E, le Comité estime que les frais de dossier ne donnent pas lieu à indemnisation.

iii) Recommandation

265. Le Comité recommande de n'allouer aucune indemnité pour les dépenses de service public.

6. Recommandation concernant le Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord

266. Se fondant sur ses constatations relatives à la réclamation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de US\$ 499 935.

Tableau 9. Indemnité recommandée pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord

<u>Élément de perte</u>	<u>Montant réclamé (monnaie d'origine) (£)</u>	<u>Montant réclamé (US\$)</u>	<u>Indemnité recommandée (US\$)</u>
1. Département des biens d'outremer			
Pertes liées à un contrat	434 562	826 164	néant
Biens immobiliers et corporels	993 253	1 888 314	1 357
2. Département des services d'appui			
Autres biens corporels	56 185	106 815	68 289
3. Département consulaire			
Dépenses de service public	771 784	1 467 270	313 512
4. Département des services du personnel			
Paiements consentis ou secours accordés à des tiers	249 591	474 508	116 777
Dépenses de service public	125 240	238 100	néant
5. Département chargé des questions de nationalité, des traités et des réclamations			
Dépenses de service public	586 970	1 115 913	néant
Total	3 217 585	6 117 084	499 935

J. États-Unis d'Amérique - Department of State
(No CINU 5000035)

267. Le Department of State des États-Unis a demandé initialement réparation pour sept types de pertes reclassées par le Comité - pertes liées à un contrat, pertes liées à des biens immobiliers,

perte de biens corporels, paiements consentis ou secours accordés à des tiers, frais d'évacuation, dépenses de service public et autres pertes – représentant un montant total de US\$ 14 435 987. Toutefois, en réponse à une notification qui lui a été adressée au titre de l'article 34, le requérant a réduit le montant réclamé à US\$ 14 301 987.

1. Pertes liées à un contrat

a) Faits et assertions

268. Le Département d'État demande une indemnité de US\$ 478 441 pour les sommes qu'il a remboursées à ses employés en Iraq ou au Koweït au titre des biens personnels perdus ou détériorés dans ces pays. Ces remboursements ont été effectués en application des dispositions réglementaires des États-Unis régissant les demandes d'indemnisation d'employés du Department of State au titre de la perte ou de la détérioration de biens personnels survenues pendant la durée de leur service⁶³.

b) Analyse et évaluation

269. S'agissant de la demande du Department of State au titre des sommes remboursées à ses employés pour des biens personnels perdus ou endommagés en Iraq ou au Koweït, le Comité estime que, pour les raisons mentionnées ci-dessus au paragraphe 35, les pertes subies ouvrent droit à indemnisation dans la mesure où elles sont étayées par des pièces justificatives ou par d'autres éléments de preuve.

c) Recommandation

270. Le Comité recommande d'octroyer une indemnité d'un montant de US\$ 234 564 au titre des pertes liées à un contrat.

2. Pertes liées à des biens immobiliers

a) Faits et assertions

271. Le requérant demande une indemnité de US\$ 161 899 à titre de compensation pour la privation de jouissance, du 2 août 1990 au 2 mars 1991, des terrains et bâtiments de l'ambassade et des résidences du personnel qui avaient été loués au Koweït. La somme demandée représente le montant des loyers versés à l'avance pour cette période.

272. Le requérant réclame aussi une indemnité de US\$ 378 027 à titre de compensation pour les frais de réparation et de nettoyage des terrains et des bâtiments de son ambassade au Koweït, qui ont été le lieu d'explosions, d'incendies, de dommages causés par l'eau et la suie pendant l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Il a engagé un entrepreneur des États-Unis pour effectuer les réparations en 1991 et recruté des ouvriers koweïtiens pour les travaux de nettoyage.

b) Analyse et évaluation

273. Dans le deuxième rapport, le Comité a examiné une réclamation présentée par un État pour la privation de jouissance de son ambassade et de la résidence de son ambassadeur à Bagdad,

qui sont restées inoccupées après le 2 août 1990 par suite de l'absence de relations diplomatiques entre cet État et l'Iraq. Le Comité a jugé que, de même que les pertes liées au versement à l'avance des loyers d'une mission diplomatique qui a été fermée n'ouvrent pas droit à indemnisation, la privation de jouissance d'une ambassade et de la résidence de l'ambassadeur ne constitue pas une perte directe au sens du paragraphe 16 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité⁶⁴. Le Comité estime que le même raisonnement s'applique ici à la réclamation du Department of State concernant la perte de jouissance de son ambassade et des résidences de son personnel au Koweït et que par conséquent, cette perte n'est pas indemnisable.

274. Pour ce qui est de la réclamation au titre des frais de réparation et de nettoyage du bâtiment et des terrains de l'ambassade du requérant au Koweït, le Comité juge que, pour les raisons indiquées au paragraphe 104, ces frais sont indemnisables dans la mesure où ils sont raisonnables et étayés par des pièces justificatives et pas d'autres éléments de preuve suffisants. Après avoir examiné les éléments de preuve présentés le Comité a jugé que le requérant avait prouvé les circonstances dans lesquelles ces pertes ont été subies mais qu'il n'avait pas fourni d'éléments de preuve attestant la totalité du montant réclamé au titre des travaux de réparation et de nettoyage. En conséquence, le Comité a ajusté le montant de l'indemnité recommandée afin de tenir compte de cette insuffisance des éléments de preuve.

c) Recommandation

275. Le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de US\$ 189 013 au titre des pertes liées à des biens immobiliers.

3. Pertes de biens corporels

a) Faits et assertions

276. Le requérant réclame une indemnité de US\$ 124 957 au titre des dépenses engagées pour remplacer le mobilier, les appareils et équipements qui ont été détériorés au Koweït dans les résidences de l'ambassadeur des États-Unis et du chef de mission adjoint ainsi que dans les bureaux de l'ambassade. Le requérant réclame en outre une indemnité de US\$ 912 321 correspondant à la valeur des "équipements sensibles" qui ont été détruits par son personnel avant l'évacuation des ses ambassades au Koweït et en Iraq en août 1990. Il demande aussi à être indemnisé d'un montant de US\$ 22 534 pour le coût du transport des meubles et appareils de remplacement des États-Unis au Koweït en 1991 et 1992.

b) Analyse et évaluation

277. Pour ce qui est des indemnités demandées au titre du remplacement de meubles, d'appareils et d'équipements endommagés et pour la valeur des "équipements sensibles" qui ont été détruits, le Comité juge, pour les raisons exposées ci-dessus au paragraphe 110, que les pertes subies par le requérant sont en principe indemnisables. Toutefois, ces pertes n'ouvrent droit à indemnisation que dans la mesure où les circonstances dans lesquelles elles sont intervenues et leur montant sont attestés par des documents et par d'autres éléments de preuve.

278. Le Comité considère que, le requérant a suffisamment établi qu'il avait subi des pertes de biens corporels mais qu'il n'a pas fourni de pièces justificatives du montant total réclamé au titre de ses pertes. Bien que ces pièces lui aient été demandées dans une notification adressée au titre de l'article 34, le requérant n'a pas communiqué de factures ou d'autres preuves directes attestant le prix d'achat initial des "équipements sensibles" qui ont été détruits et s'est borné à présenter des pièces indiquant le coût de remplacement de certains articles. En conséquence, le Comité a modifié le montant de l'indemnité recommandée pour tenir compte de cette insuffisance des éléments de preuve.

279. S'agissant de l'indemnité demandée au titre des frais de transport du mobilier de remplacement au Koweït, le Comité accepte l'affirmation du requérant selon laquelle il n'était pas possible, compte tenu de la situation qui régnait à l'époque, de trouver au Koweït du mobilier et des appareils de fabrication analogue. Le montant de l'indemnité recommandée a toutefois été réduit afin de tenir compte de l'absence d'éléments de preuve attestant qu'il n'était pas possible de faire venir du mobilier et des appareils de pays voisins pour un coût inférieur à ce que le requérant a déboursé.

c) Recommandation

280. Le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de US\$ 185 319 au titre des pertes de biens corporels.

4. Palements consentis ou secours accordés à des tiers

a) Faits et assertions

281. Le requérant demande réparation pour un montant de US\$ 4 330 088 au titre des "versements" et/ou paiements des cotisations d'assurance-maladie et d'assurance-vie pour quelque 700 citoyens américains et aux membres de leur famille pris en otage ou maintenus en détention à un autre titre en Iraq ou au Koweït après le 2 août 1990. Les sommes ainsi engagées ont été payées par le requérant en application des dispositions adoptées par les États-Unis pour venir en aide aux personnes privées de leurs salaires et du bénéfice d'une assurance du fait de leur "condition d'otage" en Iraq ou au Koweït⁶⁵.

282. Les versements aux otages pouvant prétendre à indemnisation couvrent la période du 2 août 1990 à la date de leur libération d'Iraq ou du Koweït alors que les cotisations d'assurance s'appliquent à la période commençant le 2 août 1990 et s'étendant sur 12 mois à compter de la date de la libération de chaque otage d'Iraq ou du Koweït. Les éléments de preuve fournis montrent que le dernier otage pouvant prétendre à indemnisation a été "libéré" le 26 février 1991.

b) Analyse et évaluation

283. Le Comité estime que les versements et le coût de l'assurance pris en charge par le Department of State constituent des pertes subies à la suite "d'une prise en otage ou de toute autre forme de détention illégale" et "des indemnités versées ou de l'aide apportée par des États ou des

organisations internationales à des tiers", au sens des paragraphes 34 e) et 36 respectivement de la décision 7 du Conseil d'administration, et sont donc en principe indemnissables.

284. Le Comité considère que les versements ont été effectués pour compenser la perte des revenus que les intéressés auraient reçus s'ils n'avaient pas été pris en otage ou maintenus en détention de manière illégale. En conséquence, la période pendant laquelle ces versements sont justifiés est la durée de la détention. Il faut cependant respecter le principe fixé par le Comité dans le premier rapport, à savoir que la Commission ne peut accorder aux gouvernements qui ont fourni des secours à des tiers une indemnité plus forte que celle à laquelle les bénéficiaires de ces secours auraient eu droit s'ils avaient soumis des réclamations individuelles.

285. Le Comité a donc recommandé d'octroyer une indemnité au titre de ces versements dans la mesure où ils sont étayés par des pièces justificatives et par d'autres éléments de preuve, et sous réserve de la limitation fixée au paragraphe ci-dessus.

286. Pour ce qui est du coût de l'assurance, le Comité estime que pendant la période au cours de laquelle les intéressés ont été détenus comme otages et pendant une période de transition de trois mois après leur libération, la couverture fournie par le requérant est assimilable à un secours accordé à titre temporaire et exceptionnel et que son coût résulte directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq. Toutefois, après la période de transition de trois mois, ce coût cesse de présenter un caractère temporaire et exceptionnel.

287. En conséquence, le Comité recommande d'octroyer une indemnité au titre des cotisations d'assurance pendant une période qui ne peut aller au-delà des trois mois qui ont suivi la libération de chaque otage, dans la mesure où ces dépenses sont étayées par des pièces justificatives et par d'autres éléments de preuve.

c) Recommandation

288. Le Comité recommande d'allouer une indemnité d'un montant de US\$ 2 878 381 au titre des paiements consentis ou des secours accordés à des tiers⁶⁶.

5. Frais d'évacuation

a) Faits et assertions

289. Le requérant réclame une indemnité de US\$ 3 781 039 pour les frais de transport, de nourriture et d'hébergement qu'il a engagés pour évacuer d'Iraq, du Koweït, d'Arabie saoudite, d'Israël et de Bahreïn des ressortissants des États-Unis. Selon le requérant, la plupart des personnes évacuées ont quitté la région par des vols affrétés et ont été dirigées vers les États-Unis via l'Europe. Ces coûts de transport comprennent les frais de virements bancaires télégraphiques encourus en septembre 1990 en relation avec les vols affrétés auprès d'Iraqi Airways.

290. Le requérant demande aussi un montant de US\$ 741 753 pour le remboursement des indemnités qu'il a versées à ses employés et aux personnes à leur charge évacuées d'Iraq, du Koweït, d'Arabie saoudite, d'Israël et de Bahreïn. Ces paiements étaient destinés à couvrir les

frais de subsistance des employés et des personnes à leur charge après leur arrivée aux États-Unis pendant une période allant jusqu'à 180 jours.

291. En outre, le requérant demande une indemnité de US\$ 91 746 pour a) les frais de voyage des employés chargés d'accueillir les vols d'évacuation en provenance du Moyen-Orient et d'Europe et de leur apporter une assistance logistique, et b) les frais de voyage, de réunion et de production d'enregistrement vidéo engagés dans le cadre du programme d'information "Family Outreach" mis sur pied par le requérant pour les familles des ressortissants des États-Unis retenus en otage ou maintenus en détention à un autre titre en Iraq ou au Koweït.

b) Analyse et évaluation

292. Le Comité estime que les principes énoncés au paragraphe 44 ci-dessus, régissant l'indemnisation des réclamations relatives aux frais d'évacuation, s'appliquent à la réclamation du Department of State. Sur la base de ces principes, il juge que les frais de transport - y compris le coût des virements bancaires télégraphiques -, de nourriture et d'hébergement engagés pour évacuer d'Iraq, du Koweït, d'Israël et d'Arabie saoudite les ressortissants des États-Unis ouvrent droit à indemnisation, dans la mesure où ils sont étayés par des pièces justificatives et par d'autres éléments de preuve.

293. Pour ce qui est de la réclamation portant sur les indemnités de subsistance, le Comité fait remarquer que, dans les troisième et quatrième rapports, il a estimé que les indemnités versées à des fonctionnaires gouvernementaux et aux membres de leur famille après leur arrivée dans leur État d'origine ne donnaient pas lieu à indemnisation car elles ne visaient pas à "couvrir des dépenses courantes d'un caractère provisoire et extraordinaire résultant de l'obligation où se sont trouvés les intéressés de quitter le Koweït ou l'Iraq entre le 2 août 1990 et le 2 mars 1991"⁶⁷, mais s'apparentaient plutôt à des "paiements opérés volontairement pour couvrir des dépenses courantes de caractère ordinaire qui ont été engagées une fois que l'intéressé a quitté la région"⁶⁸. Pour les mêmes raisons, le Comité décide que la réclamation du Department of State concernant les indemnités de subsistance n'est pas indemnisable.

294. Le Comité considère que les principes exposés aux paragraphes 56 et 57 ci-dessus sont applicables aux demandes du Department of State concernant les dépenses encourues pour que ses employés accueillent les vols d'évacuation et leur prêtent assistance, et à sa demande concernant les dépenses engagées pour organiser et gérer un programme destiné à aider les familles des otages dans cette situation de crise. Par conséquent, le Comité décide que ces coûts n'ouvrent pas droit à indemnisation car ils ne représentent pas des dépenses de caractère exceptionnel.

c) Recommandation

295. Le Comité recommande d'accorder une indemnité d'un montant de US\$ 3 770 339 au titre des frais d'évacuation.

6. Dépenses de service public

a) Faits et assertions

296. Le requérant réclame une indemnité de US\$ 815 521 au titre des dépenses engagées pour établir et gérer une "équipe spéciale" aux États-Unis, qui était chargée de répondre aux demandes de renseignements concernant le sort et la localisation des ressortissants américains dans la région du golfe Persique et de publier des informations à l'intention des voyageurs et des mises en garde à propos "de la crise du Golfe". Ces dépenses incluent le coût des prestations versées aux employés, des salaires et des heures supplémentaires, des fournitures de bureau et du matériel de communication, ainsi que le coût de la formation à la gestion de la crise dispensée aux employés du requérant par une entreprise privée.

297. Le requérant demandait au départ une indemnité de US\$ 2 573 661 au titre de l'augmentation des dépenses de fonctionnement des postes diplomatiques et consulaires des États-Unis au Koweït, en Iraq, en Arabie saoudite, en Israël et à Bahreïn entre le 2 août 1990 et le 2 mars 1991. Ces coûts comprenaient, d'après le requérant, les heures supplémentaires des salariés et les primes de risque, des objets tels que radios portables, et les fournitures de bureau, le coût du transfert dans la région de personnel supplémentaire et le coût d'achat de matériel de protection comme les masques à gaz, qui ont été distribués aux employés et aux ressortissants des États-Unis. Dans sa réponse datée du 29 juin 1999 à la notification qui lui a été adressée en vertu de l'article 34, le requérant a réduit le montant de sa demande à US\$ 2 439 661.

b) Analyse et évaluation

298. Le Comité estime que les principes régissant les dépenses de service public d'ordre général, exposés ci-dessus aux paragraphes 56 et 57, sont applicables aux demandes du Department of State concernant les coûts de l'"équipe spéciale" et le surcoût des postes diplomatiques et consulaires. Appliquant ces principes, le Comité décide que le Department of State a engagé ces dépenses dans l'exercice de "fonctions de protection en cas d'urgence" et que celles-ci ne revêtent pas un caractère exceptionnel qui justifierait l'octroi d'une indemnité.

299. S'agissant de la réclamation du Department of State relative aux dépenses engagées pour acheter du matériel de protection comme les masques à gaz pour ses employés et les ressortissants des États-Unis, le Comité estime que les principes exposés ci-dessus au paragraphe 59 sont applicables ici. Il juge cependant les pièces justificatives et autres éléments de preuve fournis par le requérant insuffisants pour vérifier et évaluer cette réclamation. En particulier, bien qu'une demande lui ait été adressée dans une notification au titre de l'article 34, le requérant n'a pas fourni d'éléments de preuve attestant la quantité et le type de matériel de protection acquis par sa mission diplomatique et consulaire, pas plus qu'une indication de leur destination. Cette réclamation n'ouvre donc pas droit à indemnisation.

c) Recommandation

300. Le Comité recommande de n'accorder aucune indemnité au titre des dépenses de service public.

7. Autres pertesa) Faits et assertions

301. Le requérant réclame une indemnité de US\$ 24 000 à titre de réparation pour les frais d'établissement des dossiers de réclamation présentés à la Commission. Il demande aussi qu'on lui verse des intérêts sur les indemnités accordées, à partir de la date à laquelle la perte lui a été infligée jusqu'à la date du paiement.

b) Analyse et évaluation

302. Pour les raisons indiquées ci-dessus à la section IV.D, le Comité ne prend aucune décision au sujet de la réclamation relative aux frais d'établissement des dossiers.

303. Le Comité estime que la demande d'intérêts entre dans le cadre de la décision 16 du Conseil d'administration, comme indiqué ci-dessus à la section IV.G.

c) Recommandation

304. Le Comité ne formule aucune recommandation au sujet des frais d'établissement des dossiers de réclamation ou au sujet des intérêts.

8. Recommandation concernant les États-Unis d'Amérique

305. Se fondant sur ses constatations concernant la réclamation des États-Unis d'Amérique, le Comité recommande l'octroi d'une indemnité d'un montant de US\$ 7 257 616.

Tableau 10. Indemnité recommandée pour les États-Unis d'Amérique

<u>Élément de perte</u>	<u>Montant réclamé</u> <u>(monnaie d'origine)</u> <u>(US\$)</u>	<u>Indemnité</u> <u>recommandée</u> <u>(US\$)</u>
Pertes liées à un contrat	478 441	234 564
Pertes liées à des biens immobiliers	539 926	189 013
Pertes de biens corporels	1 059 812	185 319
Palements consentis ou secours accordés à des tiers	4 330 088	2 878 381
Frais d'évacuation	4 614 538	3 770 339
Dépenses de service public	3 255 182	Néant
Autres pertes	24 000	Néant
Total	14 301 987	7 257 616

VI. RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

306. Compte tenu de ce qui précède, le Comité recommande d'indemniser les requérants pour les pertes subies qui découlent directement de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq, à concurrence des montants ci-après :

- a) Canada - Réclamation groupée : US\$ 9 292 112;
- b) République fédérale d'Allemagne - Ministère de la défense : US\$ 63 416;
- c) Royaume des Pays-Bas : US\$ 220 086;
- d) République islamique du Pakistan : US\$ 16 535 557;
- e) République des Philippines - Réclamation groupée : US\$ 7 567 327;
- f) République socialiste démocratique de Sri Lanka - Banque centrale de Sri Lanka : US\$ 2 959 696;
- g) République de Tunisie - Agence tunisienne pour l'emploi : Néant;
- h) République de Turquie : US\$ 130 424;
- i) Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - Foreign and Commonwealth Office : US\$ 499 935; et
- j) États-Unis d'Amérique - Department of State : US\$ 7 257 616.

Genève, le 4 février 2000

(Signé) M. Bjørn Haug
Président

(Signé) M. Georges Abi-Saab
Commissaire

(Signé) M. Michael J. Bonell
Commissaire

Notes

¹ Décision 10 du Conseil d'administration intitulée "Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations" (S/AC.26/1992/10).

² Les réclamations de la catégorie "F1" sont les réclamations déposées par des organisations internationales et par des gouvernements autres que ceux du Royaume hachémite de Jordanie, de l'État du Koweït et du Royaume d'Arabie saoudite.

³ Les montants tiennent compte des modifications apportées par les requérants dans les délais mentionnés dans la section IV.A du présent rapport. Les parties des réclamations des ministères canadien, allemand et néerlandais des affaires étrangères portant sur des dommages causés à l'environnement ont été renvoyées au Comité "F4" qui est chargé d'examiner ce type de réclamation. Les montants réclamés sont indiqués en dollars des États-Unis bien que de nombreuses réclamations soient libellées dans d'autres monnaies. Concernant ces réclamations, les montants en dollars ont été calculés en utilisant les taux de change d'août 1990 indiqués dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'ONU, vol. XLV, No 4, avril 1991 (ST/ESA/STAT/SER.1/220).

⁴ Les réclamations de la catégorie "C" correspondent aux réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de US\$ 100 000; celles de la catégorie "D" sont les réclamations individuelles au titre de pertes et préjudices d'un montant supérieur à US\$ 100 000. Conformément à la décision 1 du Conseil d'administration (S/AC.26/1991/1), confirmée au paragraphe 3 de sa décision 13 (S/AC.26/1992/13), la question d'une indemnisation multiple au titre des réclamations de la catégorie "A" (réclamations pour pertes afférentes à un départ) ne se pose pas. Il n'a donc pas été nécessaire de procéder à des recoupements avec les réclamations de la catégorie "A" pour les frais d'évacuation et les pertes afférentes à un départ.

⁵ Les vérifications par recoupements entre catégories ont montré qu'une indemnisation d'un montant total de US\$ 4 077 avait été recommandée en faveur de trois requérants de la catégorie "C" pour des pertes dont le Département d'État des États-Unis d'Amérique aurait, sans cela, été indemnisé. Ce montant a été déduit de l'indemnité qu'il est recommandé de verser aux États-Unis d'Amérique au titre des "paiements consentis ou secours accordés à des tiers".

⁶ "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant une première partie de la première tranche de réclamations présentées par des gouvernements et des organisations internationales (réclamations de la catégorie 'F')" (S/AC.26/1997/6) (le "premier rapport"), par. 47 à 64. Voir également "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la seconde partie de la première tranche de réclamations présentées par des gouvernements et des organisations internationales (réclamations de la catégorie 'F')" (S/AC.26/1998/4) (le "deuxième rapport"), par. 45; "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la deuxième tranche de réclamations de la catégorie 'F'" (S/AC.26/1998/12) (le "troisième rapport"), par. 75; et "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la quatrième tranche de réclamations de la catégorie 'F'" (S/AC.26/1999/7) (le "quatrième rapport"), par. 75.

⁷ Voir le premier rapport, par. 62.

⁸ Voir la lettre datée du 11 mars 1998 adressée par le secrétariat aux missions permanentes des États et aux bureaux des organisations internationales (UNCC/EXE/614/1998); le compte rendu analytique de la 64ème séance du Conseil d'administration (S/AC.26/SR.64), par. 10; et le compte rendu analytique de la 77ème séance du Conseil d'administration (S/AC.26/SR.77), par. 14.

⁹ Décision 19 du Conseil d'administration intitulée "Dépenses militaires" (S/AC.26/Dec.19 (1994)).

¹⁰ Décision 18 du Conseil d'administration intitulée "Distribution des indemnités et transparence" (S/AC.26/Dec.18 (1994)).

¹¹ Troisième rapport, par. 118. Voir aussi le quatrième rapport, par. 134 et 135.

¹² Voir, par exemple, "Rapport et recommandations du Comité de commissaires sur la première tranche de réclamations individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de US\$ 100 000 (réclamations de la catégorie 'C')" (S/AC.26/1994/3) ("rapport C"), p. 31 et 32; "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche des réclamations de la catégorie 'E2'" (S/AC.26/1998/7), par. 279; "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche des réclamations de la catégorie 'E4'" (S/AC.26/1999/4), par. 227; et le premier rapport, par. 100.

¹³ Premier rapport, par. 99 à 102; troisième rapport, par. 126 à 128; et quatrième rapport, par. 157 à 160.

¹⁴ Ibid. et deuxième rapport, par. 74.

¹⁵ *Bulletin mensuel de statistique* de l'ONU, vol. XLV, No. 4, avril 1991 (ST/ESA/STAT/SER.1/220).

¹⁶ Décision 16 du Conseil d'administration intitulée "Allocation d'intérêts" (S/AC.26/1992/16).

¹⁷ "Commission d'indemnisation des Nations Unies, Formulaire de réclamation pour les gouvernements et les organisations internationales (Formulaire F)", partie F, "Résumé des pertes".

¹⁸ N° CINU 5000300.

¹⁹ Quatrième rapport, par. 88. Voir aussi le premier rapport, par. 67 et 68, et le troisième rapport, par. 83 à 85.

²⁰ Les principes définis dans la section IV.C ci-dessus ne peuvent s'appliquer car le paiement en question ne constitue pas un secours.

²¹ Premier rapport, par. 92 à 96, et troisième rapport, par. 100 à 111.

²² Le Comité constate qu'aux paragraphes 69 et 70 du document intitulé "Rapport et recommandations concernant la troisième tranche des réclamations de la catégorie 'E2'" (S/AC.26/1999/22), le Comité chargé d'examiner les réclamations de la catégorie "E2" a considéré que les territoires, les eaux et l'espace aérien de Bahreïn et du Qatar avaient été soumis à des opérations militaires ou à une menace d'action militaire, du 22 février 1991 au 2 mars 1991 et du 25 février 1991 au 2 mars 1991 respectivement. Le Comité estime néanmoins que la situation et les faits sont en l'espèce différents de ceux qui ont conduit le Comité "E2" à prendre cette décision, les réclamations à l'examen ayant trait à l'évacuation de particuliers et à l'adoption de mesures de protection par un gouvernement.

²³ Le paiement consenti à Iraqi Airways pour l'affrètement de l'avion en question ne constitue pas une violation de l'embargo imposé à l'Iraq; à sa cinquième réunion tenue le 31 août 1990, le Comité des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU a décidé que les vols transportant uniquement des passagers ne contrevenaient pas aux dispositions de la résolution 661 (1990) du Conseil (S/AC.25/SR.5, 12 septembre 1990), reproduit dans D.L. Bethlehem (Ed.), *The Kuwait Crisis: Sanctions and their Economic Consequences* (1991), p. 794 à 801.

²⁴ Troisième rapport, par. 120.

²⁵ Ibid., par. 121.

²⁶ Quatrième rapport, par. 148.

²⁷ Premier rapport, par. 98.

²⁸ Troisième rapport, par. 122.

²⁹ Quatrième rapport, par. 140.

³⁰ Premier rapport, par. 83 et 84. Voir aussi le rapport C, p. 18 et 19.

³¹ Quatrième rapport, par. 117.

³² Ibid.

³³ Décision 7 du Conseil d'administration intitulée "Critères applicables à d'autres catégories de réclamations" (S/AC. 26/1991/7/Rev.1).

³⁴ Réclamation No 5000305.

³⁵ Dans sa résolution 688 (1991) du 5 avril 1991, le Conseil de sécurité a condamné la répression des populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Iraq, y compris dans les zones de peuplement kurde, qui avait pour conséquence de menacer la paix et la sécurité internationales.

dans la région, et, au paragraphe 6, a lancé un appel à tous les États Membres et à toutes les organisations humanitaires pour qu'ils participent à ces efforts d'assistance humanitaire.

³⁶ No CINU 5000306.

³⁷ Premier rapport, par. 74. Voir également le deuxième rapport, par. 55 et 56; le troisième rapport, par. 78 et 79, et le quatrième rapport, par. 78 à 80.

³⁸ Troisième rapport, par. 81.

³⁹ Premier rapport, par. 71 à 73; deuxième rapport, par. 63 et 73; troisième rapport, par. 90 à 92; et quatrième rapport, par. 91 et 92.

⁴⁰ Les factures présentées à l'appui de cette réclamation indiquent que le coût des réparations s'élevait à 700 DK, soit 4 112 f. néerlandais après application du taux de change adopté par le Comité. Voir le paragraphe 27 du présent rapport.

⁴¹ Premier rapport, par. 76 à 78. Voir également le troisième rapport, par. 94, et le quatrième rapport, par. 100.

⁴² "Décision relative aux sanctions visant les échanges commerciaux par voie aérienne et maritime, Iraq et Koweït, 1990", 10 août 1990/Nr S/J 31.434 Directeur général des transports maritimes, de l'industrie et des affaires maritimes/Service de la législation et des affaires juridiques, publiée au Journal officiel (Staatscourant) No 154, du 10 août 1990.

⁴³ Décision 9 du Conseil d'administration, "Propositions et conclusion concernant l'indemnisation des pertes industrielles ou commerciales : détermination et évaluation des différents types de dommages" (S/AC.26/1992/9).

⁴⁴ Décision 15 du Conseil d'administration, "Indemnisation des pertes industrielles ou commerciales résultant de l'invasion et de l'occupation illicites du Koweït par l'Iraq lorsque l'embargo sur le commerce et les mesures connexes ont également joué comme cause" (S/AC.26/1992/15*).

⁴⁵ Voir également le paragraphe 71.

⁴⁶ Le Comité note que les Pays-Bas, qui étaient membres des forces armées de la coalition alliée, sont assujettis à la décision 19 du Conseil d'administration.

⁴⁷ "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche des réclamations pour cause de départ de l'Iraq ou du Koweït (réclamations de la catégorie "A") (S/AC.26/1994/2), p. 25.

⁴⁸ Décision 13 du Conseil d'administration, "Mesures supplémentaires pour se prémunir contre l'indemnisation multiple de certains requérants", par. 3 b) (S/AC.26/1992/13).

⁴⁹ En l'absence de renseignements quant à la date à laquelle le Gouvernement pakistanais a reçu la contribution financière de la Commission européenne, le Comité retient la date du 17 décembre 1990 pour déterminer le taux de change à appliquer à ce montant de US\$ 4,45 millions. Il s'agit de la date à laquelle la contribution financière de la Norvège a été virée au Gouvernement pakistanais, et le Comité estime donc raisonnable de l'utiliser. En conséquence, la contribution financière de la Commission européenne (US\$ 4,45 millions) équivaut à 97 455 000 RsP, en appliquant le taux mensuel pour décembre 1990 indiqué dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'ONU.

⁵⁰ Premier rapport, par. 85.

⁵¹ Troisième rapport, par. 97. Voir également le quatrième rapport, par. 104 à 106.

⁵² Voir le paragraphe 71 du présent rapport.

⁵³ La contribution financière de la Norvège, d'un montant de US\$ 2,58 millions, équivaut à 56 502 000 RsP au 17 décembre 1990. Voir plus haut, note 49.

⁵⁴ Voir également l'analyse des bénéfices exceptionnels dans le "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche des réclamations de la catégorie 'E4'" (S/AC.26/1999/4), par. 175 à 181.

⁵⁵ S/AC.26/1994/2, p. 22.

⁵⁶ Ce chiffre est celui que le requérant a obtenu en convertissant les montants de ses pertes libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis.

⁵⁷ Ce chiffre est celui que le requérant a obtenu en convertissant les montants de ses pertes libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis.

⁵⁸ Troisième rapport, par. 95 à 97; quatrième rapport, par. 104 à 106.

⁵⁹ Décision 7 du Conseil d'administration, op. cit.

⁶⁰ Premier rapport, par. 88.

⁶¹ "Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la première tranche des réclamations de la catégorie 'E2'" (S/AC.26/1998/7, par. 90).

⁶² Quatrième rapport, par. 108 et 109.

⁶³ Military Personnel and Civilian Employees' Claims Act de 1964 (78 Stat. 767, 31 U.S.C. 24-243), modifiée par les Public Law No 91-311 et No 96-519.

⁶⁴ Deuxième rapport, par. 55 et 56.

⁶⁵ Art. 599 c) de la Foreign Operation, Export Financing and Related Programme Appropriation's Act, 1991 (Public Law 101-513).

⁶⁶ Ce montant tient compte des montants recommandés par le Comité chargé des réclamations de la catégorie "C" pour trois requérants individuels, comme il a été noté au paragraphe 9 du présent rapport.

⁶⁷ Troisième rapport, par. 106, et quatrième rapport, par. 130 et 131.

⁶⁸ Ibid.
